

CENTRAIDER

coopération et solidarité internationale

14^E RENCONTRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN RÉGION CENTRE



15-NOVEMBRE-2014 HALLE AUX GRAINS - BLOIS
UN MONDE À PARTAGER

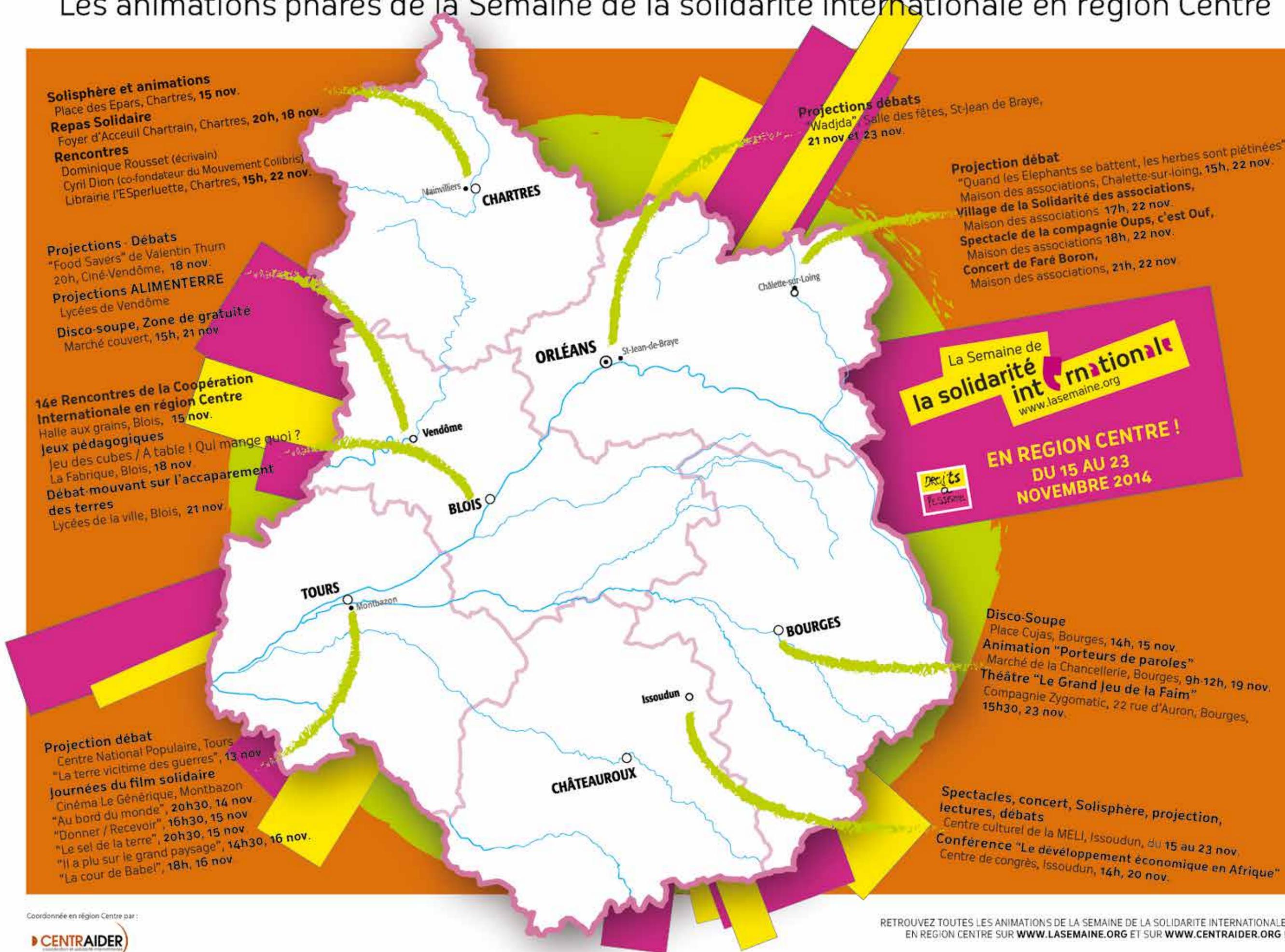


ENTRÉE GRATUITE



Plus qu'une Région
un monde

Les animations phares de la Semaine de la solidarité internationale en région Centre



Coordonnée en région Centre par :



RETROUVEZ TOUTES LES ANIMATIONS DE LA SEMAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EN REGION CENTRE SUR WWW.LASEMAINE.ORG ET SUR WWW.CENTRAIDER.ORG !

En abordant le thème de la solidarité internationale, la 14ème édition des Rencontres régionales de la coopération offre, cette année, l'occasion d'aborder un sujet particulièrement actuel dans le contexte mondial.

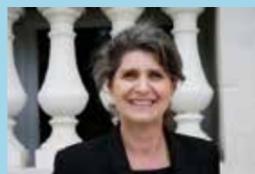
Ce rendez-vous, dont le but est de créer l'occasion d'un échange et d'un débat impliquant aussi bien les acteurs régionaux du développement qu'un plus large public, doit nous permettre de mieux appréhender l'état du monde, la réalité des inégalités qui le traversent et d'apporter des réponses concrètes à ceux qui entendent exprimer leur solidarité.

Pourquoi agir ? Comment agir ? Autant de questions qui seront présentes à tous les moments de cette journée. Les crises récentes qu'elles soient économiques, sanitaires ou encore sécuritaires ont des conséquences planétaires qui illustrent parfaitement les interdépendances dont la mondialisation est porteuse. Aussi, l'avenir des générations futures demeure intimement lié aux choix qui seront faits en faveur d'un développement international solidaire, maîtrisé et plus équilibré.

C'est pourquoi, nous souhaitons que ces Rencontres puissent permettre aux associations, aux collectivités, aux établissements publics engagés dans le développement international mais aussi à tous ceux, jeunes ou moins jeunes, citoyens du monde, d'échanger sur le sens de l'action et sur la manière d'exprimer le plus efficacement possible leur solidarité.

Ce bulletin réalisé par Centraider nous offre une nouvelle fois l'occasion de découvrir la portée et la diversité des projets conduits par les acteurs régionaux de la coopération. C'est le fruit d'un travail collectif qui reflète parfaitement toute la richesse de l'engagement solidaire des hommes et des femmes de notre territoire.

Nous ne saurions conclure sans évoquer la mémoire de Frédéric Tricot. Sa disparition dans l'accident du vol AH 5017 d'Air Algérie, en juillet dernier, nous a tous profondément ému. Président-fondateur du réseau régional Centraider, animateur du jumelage Vendôme-Boulsa, nous garderons le souvenir d'un homme passionné et généreux qui a mis sa force de conviction et sa générosité au service des valeurs de la solidarité internationale. Ces 14èmes Rencontres régionales de la coopération lui sont légitimement dédiées.



Karine GLOANEC MAURIN
Vice-Présidente de la Région Centre
en charge des Relations internationales,
de l'Europe, des politiques européennes
et de la Coopération interrégionale



François BONNEAU,
Président de la
Région Centre

Je tiens à saluer la volonté de François Bonneau, Président de la région Centre, de dédier ces 14èmes Rencontres de la coopération internationale en Région Centre à la mémoire de l'action militante et citoyenne de Frédéric Tricot. La thématique choisie cette année « un monde à partager » était une des lignes de vie de Frédéric Tricot, ancien président fondateur, humaniste, homme libre aux idées bouillonnantes, citoyen engagé en politique et soucieux d'agir localement, nationalement comme à l'international pour un monde plus juste et plus solidaire.

Par l'action concrète et de terrain menée par Frédéric Tricot, le défi de la solidarité internationale est mis en lumière. Et si l'avenir du monde, la paix, le développement se jouaient autant en Occident qu'en partenariat avec les autres pays ? Et si le futur dépendait autant de la réaction des pays développés à leur propre déclin que de l'ambition des pays émergents ? Face à la nouvelle situation, les pays actuellement puissants économiquement doivent se montrer courageux et dire à leurs peuples : « le monde a changé, de nouveaux pays nous rejoignent, nous devons partager la puissance et la richesse, nous allons relever le défi en changeant de modèle, en produisant plus et surtout mieux sans tricher », c'est-à-dire sans recourir à l'endettement financier ou massif ou à la force militaire.

La multiplication des crises et l'entrée dans le monde de la rareté des matières et de l'énergie constituent des facteurs aggravants. Les réserves en pétrole sont estimées à moins de 50 ans et le passage nécessaire aux énergies alternatives est lent. Pour nourrir la planète d'ici à 2050, il faudra doubler la production agricole, alors même que 5 millions d'hectares exploités disparaissent chaque année. Quant à l'eau potable, elle apparaît déjà comme un luxe pour des continents entiers : 80 % des ressources en eau douce naturelle ont été consommées et 3 milliards d'individus ont difficilement accès à une eau assainie.

Où il y a urgence sociale et urgence environnementale dans le monde !

Aussi, je veux saluer l'engagement de chacune de nos structures visibles lors de la Semaine de la solidarité internationale. Notre visibilité est celle du militantisme pour un agenda social mondial plaçant l'épanouissement humain et le progrès social au centre des objectifs des organisations internationales. Les actions de défense de la santé, d'appui à l'autosuffisance alimentaire, des droits des travailleurs, de l'environnement, de l'identité culturelle, les droits fondamentaux priment sur les seules exigences du « libre » commerce. Notre réseau régional multi-acteurs doit continuer à faire émerger cette voix et ce plaidoyer pour un monde à partager.

L'échange juste et réciproque, l'émergence et la structuration de la société civile sont le ciment de nos actions et notre engagement au quotidien.



Pour le Conseil d'Administration,
Tony Ben Lahoucine,
Président de CENTRAIDER.

UN MONDE À PARTAGER

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN, UN MONDE QUI BOUGE	6-19
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS !	6
Les volontariats, un monde en mutation - France Volontaires	7
AGIR ICI, AGIR LÀ-BAS... LA SOLIDARITÉ N'EST PAS UNE QUESTION DE FRONTIÈRES	8
Jeunes et entrepreneurs en pays Masaï - Mission locale de l'Orléanais	9
L'engagement des jeunes dans la vie locale - Afev	10
LES FRANÇAIS ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT - Enquête Ipsos réalisée pour l'Agence Française au Développement	10-11
ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (EAC-SI)	12
Les nouveaux défis de l'éducation à la citoyenneté - KuriOz	13
ÉVOLUTION DES PRATIQUES ET DU CADRE JURIDIQUE	14
Loi d'orientation et de programmation relative au développement et à la solidarité internationale (LOP-DSI) - contribution de l' AFCCRE	14
Un discours ambitieux qui cache la faiblesse des moyens - Coordination SUD	15
INVESTIR SUR SON TERRITOIRE LOCAL	16
Blois, une ville ouverte sur le monde - Ville de Blois	17
LES MIGRANTS, UN RÔLE FONDAMENTAL DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL	18
Les migrations : une ressource durable pour des territoires solidaires - GRDR, Migration-Citoyenneté-Développement	19
LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	20
Témoignage de David Bohbot, Président de l'association Africamédias	20-21
INTERVIEW de Stéphanie Rivoal, Présidente d'Action Contre la Faim - ACF	22-23
AGIR À SA MANIÈRE ET À SON ÉCHELLE	24-40
LE GUIDE DES DISPOSITIFS D'ENGAGEMENT À L'INTERNATIONAL - France Volontaires	24
Une solidarité à construire - Les Compagnons Bâisseurs	25
LE VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - VSI	26
Témoignage d'une jeune VSI au Maroc - Région Centre	27
LE SERVICE CIVIQUE ET LE VOLONTARIAT DE SERVICE CIVIQUE	28
Concilier agriculture et urbanité (témoignage d'une jeune en service civique en Colombie) - La Guilde Européenne du Raid - Proyectar sin Fronteras	29
La réciprocité des échanges : l'engagement de jeunes volontaires en France - France Volontaires	30
La professionnalisation de l'engagement - Théâtre de l'Eventail	30-31
S'ENGAGER DANS LE CADRE DE SON ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE	32
Pierre, volontaire en congés de solidarité à Madagascar - France Volontaires	32
La Formation de professionnels de Santé - Santé Formation Développement	33
RETRAITÉS ET ENGAGÉS	34
INTERVIEW de Jean-Claude Lézier, Animateur International pour la délégation de l'Orléanais de l'association AGIRabcd	34
La transmission de savoir-faire éducatifs - GREF	35
LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES, ÇA VEUT DIRE QUOI AU JUSTE ?	36
LE PARRAINAGE	37
LE DON, UNE SOLUTION ?	38 - 40
VIE DES RÉSEAUX	41 - 43



Bulletin de liaison n° 35 - novembre 2014 - Bulletin de liaison spécial publié dans le cadre des 14èmes Rencontres de la coopération internationale en région Centre, le 15 novembre 2014

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

C'EST L'AFFAIRE DE TOUS !

Nous faisons chaque jour le constat de notre interdépendance avec ce qui se passe ailleurs, « loin » de chez nous. Mondialisation, Union Européenne, crises financières et environnementales, pandémies, immigration etc. Les inégalités n'ont jamais été aussi grandes entre pays, et à l'intérieur de chaque pays, y compris dans les États du Nord.

Défendre une cause qui nous est chère, agir pour un monde plus juste, s'inscrire dans un développement durable, les consciences s'éveillent autour de nous et témoignent d'un réel potentiel d'engagement. **La solidarité internationale, c'est prendre en compte la réalité de ces inégalités, en comprendre les causes et agir pour les combattre.**



DES VALEURS...

Être solidaire, c'est agir à sa manière et à son échelle

- **Défendre les Droits humains fondamentaux** (accès à l'eau, l'alimentation, la santé, l'éducation, les libertés d'expression...), notamment en participant à des **actions citoyennes** pour peser sur les orientations politiques et économiques des gouvernements et des organismes internationaux.
- **Sensibiliser à l'éducation au développement** pour faire évoluer positivement les mentalités.
- **Modifier nos modes de vie et nos choix de consommation**, cette accumulation de petits gestes qui peut changer beaucoup de choses.
- **Soutenir des projets de développement** dans une relation transparente et réciproque s'inscrivant dans la durée.
- **Aller sur place pour connaître et comprendre les autres peuples** sans trop s'illusionner sur ce que l'on peut apporter, puis témoigner au retour de ce que l'on a vu et compris.

DES ACTEURS...

Au cœur de l'action, on y retrouve qui ? Avec qui et comment puis-je agir ?

Les **Associations de Solidarité Internationale (ASI)**, souvent appelées par les médias organisations humanitaires ou ONG, forment un ensemble très vaste et varié en fonction de leur taille, de leur lien avec le terrain, du type d'intervention, du domaine d'activité et de leurs façons d'appréhender les problèmes ou leurs zones d'intervention.

Elles se regroupent parfois en collectifs, réseaux, coordinations, de façon officielle ou informelle afin de partager leurs compétences et de dialoguer avec les pouvoirs publics pour peser sur les politiques publiques.

Le cadre de la politique de coopération et d'Aide Publique au Développement (APD) est défini par **l'État français**. Les collectivités (Régions, Départements, Intercommunalités, Communes) s'affirment comme des acteurs à part entière de la coopération internationale, notamment à travers **l'action extérieure des collectivités territoriales**. Son cadre juridique a récemment évolué suite à l'adoption cet été de la première loi sur le Développement et la coopération intitulée, loi « d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et à la solidarité internationale (LOP-DSI) ». On y retrouve notamment des évolutions sur les champs d'action des collectivités, la création d'un droit de subventions de solidarité internationale, la création du 1 % déchets (sur le modèle du 1 % eau/assainissement) ou encore un conventionnement facultatif avec le partenaire étranger.

Les **syndicats**, les **écoles**, les **entreprises** ou encore les **institutions religieuses** sont aussi des acteurs essentiels de la coopération. Ils développent des actions / projets à la fois variés, innovants et complémentaires des autres modes de coopérations.

Les acteurs c'est aussi et surtout **VOUS !** L'engagement ne se limite pas aux seules actions dites « humanitaires », les motivations sont multiples et plurielles : « **on peut être solidaire de mille façons, en faisant ses courses, en protégeant la planète, en soutenant des campagnes, en créant des festivals, en organisant des débats, en participant à la vie de son quartier, en épargnant éthique, en s'impliquant dans les politiques territoriales...** ». (Ritimo)

France Volontaires

• MONDE

Les volontariats, un monde en mutation

Nombreuses sont les personnes à avoir réalisé cette expérience singulière qui consiste à partir à la découverte de l'autre et de l'ailleurs pour au final se découvrir soi-même. Des années 50 à aujourd'hui, le monde a largement évolué; les hommes et leurs engagements solidaires à l'international aussi. Dante Monferrer, ancien Délégué Général de France Volontaires, nous en brosse le portrait en mutation.



Avec Kinesferadanza : danser pour dépasser les handicaps (Pérou)

Quelles évolutions du volontariat dans un monde où les distances se sont raccourcies, les voyages se sont démocratisés et notre planète est devenue un village ?

Il reste un point immuable, et fondamental : l'attrait pour l'autre et pour l'ailleurs ne se dément pas. Le volontariat aujourd'hui s'exprime dans toutes les langues et vient de tous les pays. Il s'universalise et à côté de celui, désormais classique issu des pays du Nord, émergent de nombreuses initiatives dans « les Suds ».

De nouveaux canaux d'échanges entre pays du sud se déploient, avec par exemple ce jeune Marocain parti appuyer une

association mauritanienne. **La réciprocité** se concrétise enfin avec la venue en France de volontaires Tunisiens, Sud-Africains, Nigériens, Maliens..., qui accomplissent leur engagement de service civique auprès d'associations, de collectivités locales.

Les volontaires, leurs motivations, ont-ils beaucoup changé ?

Sous des formes et des statuts divers, de dix-sept à soixante-dix-sept ans, venant des grandes villes comme des communes rurales, transcendant les origines, les diplômes ou les catégories sociales, ils sont de plus en plus nombreux à s'engager en dehors des frontières de leurs pays. Ils le font au service de l'intérêt général, du développement, de la solidarité, de la paix, d'une meilleure compréhension entre les peuples et les individus.

Ils sont mus par des valeurs d'ouverture, d'engagement citoyen, de justice et de progrès social ou par le simple désir de découverte, de rencontre et d'échange, d'enrichissement humain, social ou professionnel. Leur parcours de volontariat

leur donne une conscience accrue de la communauté de destins qui relie tous les habitants de notre planète.

En quoi le volontariat est une expérience unique ?

Tous vivent cette **expérience unique qui fait éclore des capacités insoupçonnées**, qui ne s'apprennent pas sur les bancs des écoles. Elle donne sens aux engagements, elle implique, elle fait sortir des sentiers battus et des itinéraires balisés, elle apprend l'humilité et la ténacité, elle ouvre sur les autres, elle élargit l'horizon.

Fait nouveau, de plus en plus de seniors s'engagent, de même que des salariés concernés par les enjeux autour de la responsabilité sociale et environnementale de leurs entreprises.

Aujourd'hui, encore plus qu'hier, **les volontaires sont d'indispensables passeurs entre les cultures et les personnes**. Les engagements citoyens et les échanges humains sont une des réponses, une des expressions de ces relations de société à société.

ET EN RÉGION CENTRE ?

La richesse et la diversité des initiatives solidaires se trouvent tout près de chez vous !

Consultez le répertoire régional 2014 des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale. Vous y trouverez les informations essentielles sur les quelques 900 acteurs recensés en région Centre.



www.centraider.org
ou en version papier (disponible pour 5 €)

Évènements

Festival AlimenTERRE - 8^e édition
15 octobre au 30 novembre 2014
www.festival-alimenterre.org

Semaine de la solidarité internationale - 17^e édition
du 15 au 23 novembre 2014
www.lasemaine.org

Sites ressources

Cités Unies France
Portail de l'Action extérieure des collectivités territoriales françaises
www.cites-unies-france.org

Coordination SUD

Solidarité Urgence Développement – coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
www.coordinationsud.org

France Volontaires

Plateforme des volontariats internationaux d'échange et de solidarité
www.france-volontaires.org

Ritimo

Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable
www.ritimo.org



Altermondes lance une nouvelle formule de sa revue trimestrielle en kiosque.

AGIR ICI, AGIR LÀ-BAS...

LA SOLIDARITÉ N'EST PAS UNE QUESTION DE FRONTIÈRES

Aider les autres alors que nous avons nos propres problèmes en France ? L'interrogation est légitime, surtout dans le contexte actuel dit de « crise ».

Partage, entraide, fraternité, l'engagement au service de l'intérêt collectif et de la cohésion sociale ne date pourtant pas d'hier. Ces formes de mobilisation dépassent aujourd'hui les frontières et s'expriment au sein d'un monde interdépendant car « **du Nord au Sud et d'Est en Ouest, tout est lié** ». Ainsi, la solidarité internationale ne saurait être cantonnée à ses actions à l'étranger, au « là-bas » ; **elle commence au contraire « ici », tout près de chez nous.**

L'intégration des acteurs de solidarité internationale par les collectivités territoriales dans les politiques de cohésion sociale met clairement en évidence le rôle local que jouent les associations de solidarité internationale. Face aux crises sociales et identitaires, au communautarisme et au racisme, ces acteurs impliquent de plus en plus les migrants originaires du territoire où le projet est mené. En valorisant ces nouvelles voix au regard avisé et leurs partenaires, les projets de développement font sens ici et là-bas ; ils assurent une pérennité et sont vecteur de liens sociaux.

Solidarité locale et solidarité internationale partagent une même valeur citoyenne où collectivités, associations, acteurs économiques, mouvements d'éducation populaire, représentants de la jeunesse pour ne citer qu'eux, dynamisent nos territoires, éveillent les consciences et suscitent l'engagement face aux nouveaux défis sociaux, économiques, culturels et environnementaux qui s'imposent à nous.

POUR APPROFONDIR LA QUESTION DE L'ESS...

La Finance solidaire

La finance solidaire s'appuie sur un ensemble de techniques bancaires afin d'assurer le financement de personnes et d'activités qui n'auraient pas accès autrement à des financements ou qui font le choix d'utiliser ces outils par souci éthique.

L'association Finansol et son label

www.finansol.org

Les CIGALES

Clubs d'investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire : <http://cigales.asso.fr/>

Monnaie locale Val de Loire

Objectif de « relocaliser » les échanges économiques et de créer du lien social : www.monnaie-locale-valdeloire.org

Le Commerce équitable

Le commerce équitable cherche à promouvoir le « mieux » plutôt que le « plus »

Artisans du Monde

Réseau de distribution associatif et militant www.artisansdumonde.org

Fairtrade Labelling Organizations International

Association mettant en réseau des initiatives de labellisation équitables. www.fairtrade.net

Plate-forme pour le commerce équitable

Collectif regroupant la majorité des acteurs français.

www.commerceequitable.org

Portail d'information sur le développement durable

Le commerce équitable est-il écolo ?, 14 mars 2011 [En ligne] www.developpementdurable.com

Le Tourisme solidaire

Le tourisme solidaire a pour but d'assurer aux communautés vivant sur les lieux du tourisme une part équitable des revenus qu'il génère, et de concilier tourisme et développement durable.

L'annuaire des associations de tourisme solidaire est disponible sur le site Ritimo <http://www.ritimo.org/article212.html>

Site ressource

Ritimo

Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable, propose de nombreuses références et d'outils dont une fiche « Comment être solidaire près de chez soi ? » : www.ritimo.org

Qu'est-ce que l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) ?

C'est introduire la solidarité internationale au cœur d'une économie mondialisée. C'est prendre en compte notre responsabilité collective devant des décisions prises à l'autre bout du monde qui ont des répercussions locales directes ou indirectes sur d'autres populations et opérer des choix économiques plus soucieux du développement de l'Homme et de la protection de l'environnement qui profitent à tous.

Évènement

> Le Mois de l'ESS

Tous les ans en novembre, c'est le Mois de l'ESS en France.

Consultez l'agenda de la région Centre ou de votre région sur : www.lemois-ess.org

Sites ressources

> Cré-sol

Réseau d'Économie Solidaire en région Centre. Consultez le Guide de la consommation responsable en région Centre et son annuaire sur : www.cresol.fr

> CRESS

Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire. Pour le portail en région Centre, consultez : www.cresscentre.org

> Le Labo de l'ESS - Think Tank

Laboratoire d'idées www.lelabo-ess.org

> MES

Mouvement pour l'Économie Solidaire - Regroupement de réseaux régionaux et thématiques, de structures d'accompagnement et de laboratoire de recherche de l'économie solidaire. www.le-mes.org

> Ministère délégué à l'Économie Sociale et Solidaire

www.economie.gouv.fr/economie-sociale-solidaire

Mission locale de l'Orléanais

• TANZANIE

Jeunes et entrepreneurs en pays Masai

Du 27 février au 14 mars 2014, 8 jeunes en insertion, leurs 2 accompagnateurs de la Mission Locale et 10 dirigeants d'entreprises du Centre des Jeunes Dirigeants ont construit 3 salles de classe d'une école de Tanzanie dans le cadre d'une mission de solidarité internationale organisée par Project Abroad France. Le projet « Chemins Croisés » a été financé par du mécénat privé et par le Conseil régional du Centre.



© Mission locale de l'Orléanais

Rapprocher « jeunesse » et « entreprise »

La Mission Locale de l'Orléanais (MLO) accueille près de 7000 jeunes de 16 à 25 ans chaque année. Au cœur d'un réseau multiple regroupant tous les acteurs de l'insertion des jeunes, elle exerce une mission de service public afin de les aider à surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion socioprofessionnelle : emploi, formation, logement, santé, citoyenneté...

Les jeunes des Missions Locales, qui éprouvent des difficultés à s'insérer professionnellement et socialement dans notre société, de « s'en sortir » comme ils disent, ne constituent pas le public habituel des missions de solidarité internationale. À leurs côtés, une dizaine de patrons de PME aux emplois du temps habituels surchargés ayant réussi le pari d'abandonner leurs portables durant quinze jours !

Les objectifs du projet étaient de rapprocher « jeunesse » et « entreprise » par une expérience de vie innovante, de s'ouvrir à d'autres mondes en laissant de côté ses préjugés initiaux, de mettre en avant ses valeurs et ses capacités d'engagement solidaire, mais aussi de se découvrir des talents en découvrant d'autres cultures et modes de vie, ou d'encore d'apprendre à préparer et partager un projet commun entre deux groupes (jeunes et entreprises) qui se connaissent mal.

L'appropriation du projet par les jeunes

Le chantier était au cœur de la mission : 20 « maçons volontaires », 9 journées de chantier à raison de 8h par jour en collaboration avec une équipe de maçons locaux, aucun matériel électrique de type bétonnière à disposition. « Tout a été réalisé à la force des bras ! ». Au final, ce sont 60 nouveaux élèves qui pourront être accueillis à la rentrée prochaine dans ce nouveau bâtiment.

Les après-midi étaient consacrés à l'échange avec les élèves à travers des ateliers éducatifs

et ludiques, et des échanges plus informels qui ont permis d'améliorer leurs connaissances respectives énormément. **Les élèves se sont emparés des activités avec beaucoup d'énergie, de plaisir et de rires :** peinture d'une fresque murale, perles, bracelets, scoubidou, jeux, sports (dont un mémorable match de football devant le coucher de soleil sur Kilimandjaro ayant vu la victoire de la Tanzanie sur la France 2-1!), cinéma en plein air devant 250 sourires réunis, soirée photos et bal d'adieu.

Les mots clés du projet

Casser les préjugés, Échanges, Enthousiasme, Confiance en soi, Découverte, Sourire, Engagement, Don de soi, Interculturalité

Ce fut aussi l'occasion de **partir à la découverte d'un pays, de ses habitants et ses modes de vie :** une cérémonie d'accueil remplie de chants et de danses, la visite d'un village, d'un marché Masai, d'un safari animalier ou encore d'une coopérative laitière gérée par des femmes.

Des impacts positifs

Nous avons apporté un souffle nouveau à cet établissement, permettant à plus de jeunes de la région de trouver le chemin de l'école. Sur l'ouverture à l'autre et la qualité des échanges interculturels, le groupe a su faire preuve de curiosité et de générosité en évitant de tomber dans de la sensiblerie ou la démagogie : nous avons tenu à rappeler que nous n'étions que de passage.

Sur le rapprochement entre jeunes et entreprises, ici en France, les témoignages des acteurs se rejoignent pour dire combien cette expérience autour d'une action solidaire a été réussie au-delà de nos espérances.

Enfin, sur la sensibilisation à la richesse de la solidarité internationale, l'audience inespérée du gala de clôture du projet (650 spectateurs) a prouvé l'attente et la reconnaissance du caractère innovant de notre action.

Ils témoignent...

Célia, 20 ans : « L'expérience tanzanienne a fait de moi la jeune femme que je suis aujourd'hui. Ce qui a changé pour moi, c'est la maturité que j'ai prise en vivant chaque jour avec les habitants et les élèves. La simplicité africaine, la joie de vivre des enfants et la complicité avec mes amis m'ont fait grandir. »

Christel, chef d'entreprise : « Construire des salles de classe avec rien d'autre que notre bonne volonté, quelques pelles, seaux, truelles, sous 35 degrés à l'ombre, était un défi de taille. La réalité a dépassé les rêves. Le groupe s'est vite révélé riche et intense. Nous avons vécu de grands moments de partage, des émotions fortes, des élans de solidarité inégalés. »

Nathie, 23 ans : « Avant, j'étais solitaire, négative, dévalorisée, excessivement réservée et un réel manque de confiance et d'assurance en moi mais ça c'était avant, maintenant plus positive, je m'extériorise, j'acquiesce un peu de confiance et d'assurance et je me sens tout bêtement épanouie ! Chemins Croisés m'a apporté un nouvel équilibre et ce fameux déclic qui m'a permis d'avoir un travail en seulement 2 mois. »

Septembre 2014 à Orléans, 6 dirigeants se sont engagés comme parrains et marraines à la Mission Locale pour donner de leur temps et de leurs réseaux afin d'aider des jeunes dans leur recherche d'emploi. Les 8 jeunes du projet sont aujourd'hui en activité même si elle reste encore précaire pour certains d'entre eux.

Dominique LECOQ

Chargé de missions -

Mission Locale de l'Orléanais

Responsable du projet « Chemins Croisés »

9 boulevard de Verdun, 45000 Orléans

02 38 78 91 92

dominique.lecoq@mlo.fr

www.mlo.fr



LES FRANÇAIS ET L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT



D'après l'enquête réalisée par Ipsos pour l'Agence Française au Développement en novembre 2013. L'intégralité de l'enquête est disponible sur : <http://www.afd.fr/webdav/shared/PRESSE/communiques/PDF/rapport-francais-aide-developpement-2013.pdf>



INTERVIEW

Sylvain Pucelle

Chargé de développement local à l'Afdev

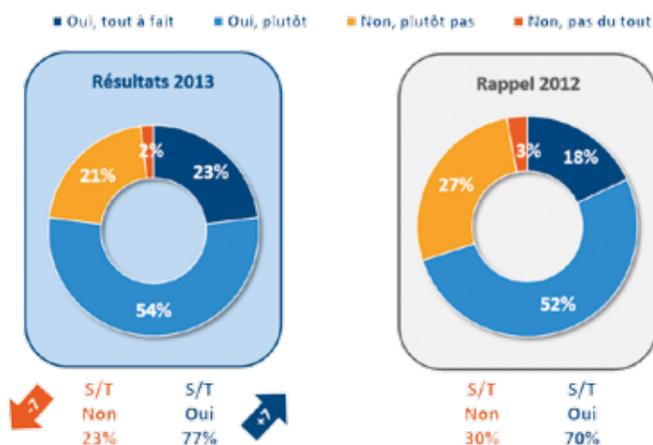
Quel rôle joue l'Afdev dans l'engagement des jeunes dans la vie locale ?

L'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (Afdev) est un réseau d'étudiants intervenant dans les quartiers populaires. Elle mobilise au niveau national des jeunes, lycéens et étudiants, autour d'actions bénévoles ou volontaires. Sur Orléans, Tours et Blois, il s'agit pour la majorité d'accompagner individuellement un enfant qui rencontre des besoins particuliers dans sa scolarité. Au domicile familial ou dans la ville, cet accompagnement est autant un espace d'échange autour d'activités ludiques ou d'aide aux devoirs, qu'un temps de découverte de son quartier et sa ville à travers ses équipements culturels, sociaux et de loisirs. Chaque engagement est donc une porte ouverte sur son territoire, avec l'ambition d'accompagner les enfants et les familles dans leur capacité à agir et leur rapport à l'école.

Quel regard personnel portez-vous sur la solidarité ?

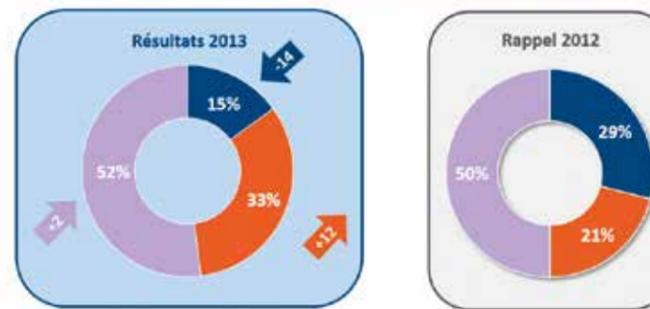
Ancien volontaire de solidarité internationale en Afrique de l'Ouest, c'est dans cet esprit que j'ai souhaité rejoindre l'Afdev. Ici et là-bas, chaque action est une porte ouverte sur l'autre, ses aspirations et son identité. Ma posture demeure elle aussi. À travers l'accompagnement de volontaires en service civique, l'animation de réseaux bénévoles, le travail partenarial avec les acteurs de l'éducation et de l'action sociale, j'ai cette même volonté de construire des projets de manière partagée et collaborative et d'accompagner chacune et chacun vers une citoyenneté active, respectueuse de l'Autre.

Diriez-vous que la France investit suffisamment dans l'aide aux pays en développement ?

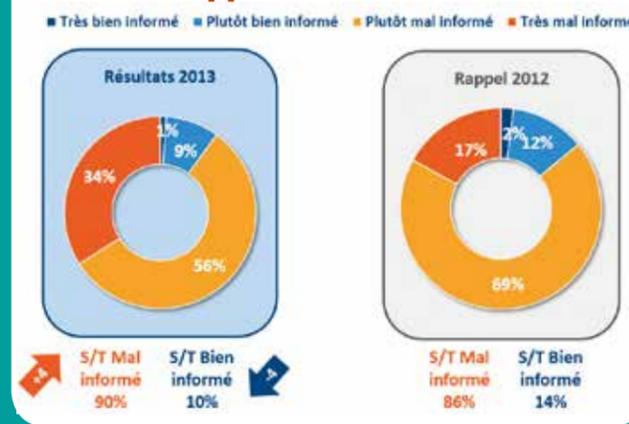


Selon vous, l'État devrait-il...

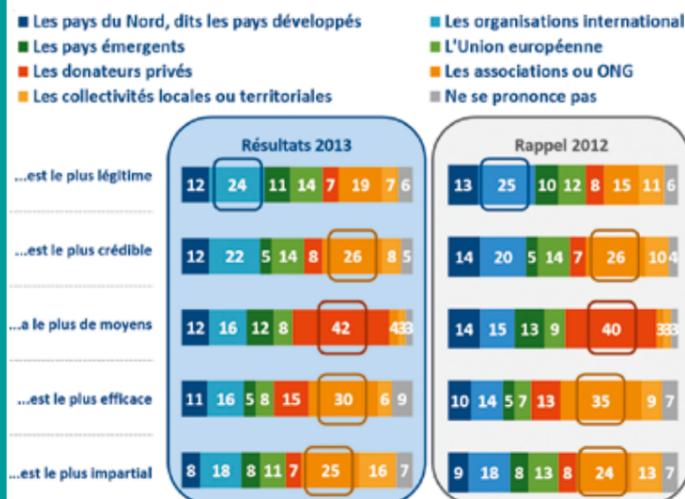
- Apporter un soutien financier plus important aux associations et aux ONG de solidarité internationale
- Réduire son soutien financier aux associations et aux ONG de solidarité internationale
- Maintenir tel qu'il est aujourd'hui son soutien aux associations et aux ONG de solidarité internationale



Avez-vous le sentiment d'être très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal informé sur la politique d'aide au développement de la France ?



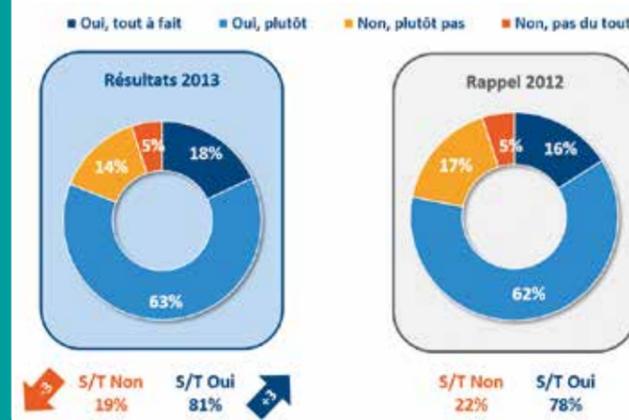
Parmi les financeurs de l'aide au développement suivant, quel est celui qui à vos yeux...



Selon vous, dans quel domaine la France devrait-elle faire porter en priorité ses efforts dans le cadre de son programme d'aide aux pays en développement ?



Souhaitez-vous être davantage informé sur l'aide au développement française ?



ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE » (EAC-SI)

* **Nouvelle terminologie** : Après deux ans de débats, d'échanges et de concertation, les membres d'Educasol ont décidé d'adopter la terminologie **Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (EAC-SI)** en lieu et place de l'EAD-SI, lors de l'assemblée générale du 17 juin dernier.

« **L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde** » - Nelson Mandela

Comprendre le monde interdépendant et fortement inégalitaire dans lequel nous vivons

Les messages distillés par la publicité et par les grands médias participent parfois plus à de la désinformation qu'à une information développant l'esprit critique. Leur approche globalement simpliste contribue même souvent à une déresponsabilisation des individus face aux déséquilibres mondiaux.

En donnant des clés de compréhension de cette complexité croissante du monde, l'éducation au développement vise à amorcer **une réflexion critique sur les conséquences de nos actions actuelles sur le long-terme dans ce monde qui est le nôtre**. Comprendre qui je suis et surtout qui est l'autre afin de faire évoluer positivement les mentalités et les comportements de chacun dans le but de contribuer individuellement et collectivement à la construction d'un monde plus juste, tant au niveau local qu'international.

Un concept pluraliste créateur de liens multi-acteurs...

L'EAD-SI ne concerne pas les seuls acteurs de la solidarité internationale; son champ s'étend dans les sphères éducative, associative, politique, économique, culturelle, scientifique... Et **l'émergence d'une citoyenneté mondiale active** ne peut se concevoir dans le seul cadre hexagonal; elle doit **trouver des espaces de concertation au niveau européen et à**

l'international auprès des acteurs du Sud. Ce changement d'échelle en termes d'acteurs et de publics touchés, en clarifiant et en harmonisant les pratiques de chacun, constitue un véritable gage de pérennité.

Un laboratoire d'expérimentations innovantes

Au sein de programmes globaux, les initiatives de nouveaux acteurs ont démultiplié les démarches innovantes. Plus locales, ces expérimentations d'associations d'éducation populaire et d'associations de jeunes permettent **d'agir au plus près des territoires**. Elles sont de plus en plus soutenues par les collectivités territoriales dans le cadre de leurs politiques d'action extérieure (anciennement appelées « coopération décentralisée »).

La sensibilisation et la mobilisation des publics autour d'une citoyenneté active, notamment la jeunesse, doit commencer tôt. À la dimension éducative s'ajoute donc **une nécessité politique** et ainsi un enjeu pour les acteurs de l'EAD-SI de **créer ou renforcer les liens entre les questions de solidarité internationale et les référentiels de formation, les programmes scolaires, le périscolaire ou encore les cadres d'éducation non-formelle**. Son financement par les pouvoirs publics dépendra en partie de sa capacité à placer le citoyen au cœur des politiques publiques.

Un label éco pour les écoles ?
ECO-ÉCOLE
 est un label international d'éducation au développement durable. Eco-écoles, Eco-collèges, Eco-lycées, retrouvez la synthèse des résultats de la première étude nationale sur www.eco-ecole.org

Sites ressources

Educasol - Plate-forme française d'éducation au développement et à la solidarité internationale www.educasol.org

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et la Recherche - « Démarche globale de développement durable dans les écoles et établissements scolaires (E3D) - Référentiel de mise en œuvre et de labellisation », note de service n° 2013-111 du 24-7-2013

Évènements

« **Pas d'éducation, pas d'avenir** »
 Campagne portée par la Ligue de l'Enseignement et Solidarité Laïque www.pasdeducationpasdavenir.org

La Semaine de la solidarité internationale
 (17^e édition du 15 au 23 novembre 2014)
 - Parmi les animations de la Semaine,

beaucoup s'inscrivent dans une démarche pédagogique d'EAC-SI www.lasemaine.org

PIEED
 Prix des initiatives étudiantes pour l'EAC décerné par l'association **Étudiants et Développement**, en partenariat avec Solidarité Laïque et France Volontaires www.etudiantsetdeveloppement.org

Ressources pédagogiques

Artisans du Monde - Réseau de distribution associatif et militant www.artisansdumonde.org

CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire - ONG française de développement <http://ccfd-terresolidaire.org/>

KuriOz Association d'éducation populaire - www.kurioz.org

FORIM

Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations www.forim.net

Réseau Éducation au Développement (RED) - Réseau de l'enseignement agricole dédié à l'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale (ECSI) <http://red.educagri.fr/>

Ritimo - Réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable www.ritimo.org

Starting Block
 - association de jeunes adultes engagés menant des actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité. www.starting-block.org

KuriOz

• FRANCE

Les nouveaux défis de l'éducation à la citoyenneté

KuriOz est une association d'éducation populaire qui accompagne le grand public, particulièrement les jeunes, à changer de comportement et à encourager plus d'engagement citoyen et solidaire sur les thématiques liées à la solidarité internationale, à la paix et au développement durable.



Installation immersive « le bidonville »

Démultiplier les initiatives de citoyenneté mondiale

L'éducation à la solidarité internationale et au développement durable n'échappe pas à l'évaluation de ses pratiques, démarches et concepts. Parmi les enjeux relevés dans l'étude commandée par l'Agence Française de Développement, il ressort la nécessité de redéfinir les objectifs de l'éducation au développement et de s'adresser à un public plus diversifié.

Un de ces tournants s'est produit en juin dernier: l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (EAC-SI) a remplacé l'Éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI). Cette nouvelle terminologie a été adoptée par les membres d'Educasol, plateforme nationale qui regroupe les acteurs de l'éducation... à la citoyenneté! **Parler de citoyenneté mondiale permet d'être mieux compris par le grand public**, et surtout de faire écho à de nouvelles formes d'engagement, incluant une multitude d'initiatives et modes d'expression qui émergent au sein des sociétés. Sans compter que la notion de « développement » ne semble plus correspondre à la réalité d'un monde pluriel.

Au-delà de la terminologie, les acteurs de l'EAC-SI s'interrogent sur la démarche

et les méthodes à développer. Comment favoriser l'apprentissage, la transmission et les échanges? Quels nouveaux lieux et outils basés sur une pédagogie active mettre en place?

Encourager l'immersion

L'immersion est l'une des réponses qui peut être apportée à ces préoccupations pédagogiques. Cette méthode est utilisée en éducation au développement durable, à travers la découverte d'un milieu naturel par exemple, et dans une seconde mesure, en éducation à la solidarité internationale. **L'immersion dans un milieu inconnu ou peu connu permet de susciter les questionnements, d'éveiller la curiosité et de provoquer les débats** en faisant appel aux sens et à l'imaginaire. Prenons l'exemple d'une des installations immersives de KuriOz, « Voyage au cœur de Manille », reconstitution d'un quartier de bidonville de la capitale des Philippines. Cette installation, majoritairement destinée aux lycéens, sert de support pour aborder les inégalités et le mal logement dans le monde, les phénomènes d'urbanisation et d'exode rural et les conditions de vie en bidonville. « L'immersion permet d'aller au-delà [de l'apport en connaissances et en chiffres] en stimulant physiquement les participants,

et en particulier ceux que l'environnement formel d'une salle de classe rebute. L'odeur, les couleurs, les bruits et même les textures permettront aux participants pour qui les chiffres et la hiérarchisation parlent peu, d'apprendre en s'imprégnant et en constatant. En effet, l'animateur s'appuie sur ce que les participants voient ou sur ce qu'ils ne voient pas mais imaginent ».

La méthode immersive rend les participants acteurs de l'apprentissage: les sensations et émotions ressenties servent de support à l'animateur pour apporter des connaissances théoriques, chiffrées, historiques etc., et ouvrir le débat. L'enjeu actuellement est de développer des structures ou des lieux immersifs qui soient des nouveaux espaces d'interaction et de participation citoyenne, ouvert au-delà du public scolaire. Et à l'heure du numérique, ce développement ne pourra se penser sans inclure les nouvelles technologies de l'information et de la communication. De nombreux défis qui annoncent les prochaines riches évolutions de l'EAC-SI!

Daphné LE RAI

Chargée d'action éducative à KuriOz
 6 bis rue Albin Haller, 86000 Poitiers
 05.49.41.49.11 / contact@kurioz.org
www.kurioz.org



ÉVOLUTION DES PRATIQUES ET DU CADRE JURIDIQUE

La loi sur le développement et la solidarité internationale, une première dans le domaine

Le 24 juin 2014, le Parlement a adopté la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (LOP-DSI), conforme à un engagement du Président de la République. Cette loi, une première dans ce domaine, constitue une première étape dans la rénovation de la politique de développement engagée depuis mai 2012 par Pascal Canfin et désormais par Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie. Elle constitue une nouveauté pour l'ensemble des acteurs de la coopération internationale.

« Avec cette loi, la France va se doter d'un cadre d'action moderne dans le domaine du développement, pour apporter des réponses aux enjeux du XXI^e siècle et promouvoir un développement durable et solidaire, notamment dans le cadre des négociations de l'Agenda post-2015. »

- Intervention d'Annick Girardin à l'Assemblée nationale (Paris, 19 juin 2014).

LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (LOP-DSI)

Un cadre juridique élargi pour l'action extérieure des collectivités territoriales

La LOP-DSI reconnaît dans son article 4 les collectivités territoriales comme des acteurs du développement et de la solidarité internationale à part entière, soulignant la valeur ajoutée qu'elles peuvent apporter au travers de leur « expertise dans la gestion des services publics locaux ou l'aménagement du territoire ». Cette reconnaissance se traduit également par la présence d'un collège « collectivités territoriales » au sein de la nouvelle instance de concertation des acteurs français du développement, le Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI).

La LOP-DSI comporte par ailleurs dans son article 14, des dispositions qui renforcent et élargissent le cadre juridique de ce qu'il convient désormais d'appeler « l'action

extérieure des collectivités territoriales » ou « AECT ». Ce terme générique englobe toutes les modalités de l'AECT et ne se limite pas à sa dimension solidaire. Au nombre des évolutions à noter, on peut souligner le fait que les nouvelles dispositions confèrent aux collectivités territoriales une nouvelle compétence d'attribution en matière « d'action extérieure » : l'ensemble des actions qu'elles mènent à l'international est désormais sécurisé sans qu'elles aient besoin pour cela de s'inscrire dans le cadre d'une convention comme c'était le cas jusqu'alors. Le soutien des collectivités territoriales aux acteurs du territoire est également sécurisé. Le dispositif Oudin-Santini en vigueur est quant à lui étendu au domaine des déchets, ce qui permettra

Quelques chiffres clés

sur l'Aide Publique au Développement (APD) en France en 2013 (source OCDE - Organisation de Coopération et de Développement Économiques).

► Près de 10 milliards d'euros par an

► Baisse de 9,8% par rapport à 2012

► 5^e contributeur mondial (2^e en pourcentage du Revenu National Brut avec 0,46%)

► 55% à destination de l'Afrique

► 2^e contributeur mondial au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Coordination SUD

FRANCE

Un discours ambitieux qui cache la faiblesse des moyens

L'association Coordination SUD (Solidarité Urgence Développement), qui assure la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, se félicite de l'adoption de la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale... mais reste prudente devant les signaux contradictoires envoyés par le gouvernement.

Durant la campagne présidentielle, François Hollande avait répondu de façon très positive à la demande de Coordination SUD d'élaborer une loi d'orientation et de programmation pour la politique de développement et de solidarité internationale.

Coordination SUD a pris note de son engagement. Elle a décidé de contribuer aux différents chantiers, mis en œuvre par le ministre Pascal Canfin puis la secrétaire d'État Annick Girardin, pour leur donner corps. Des propositions concrètes ont été soumises aux parlementaires, ce qui a donné lieu à un dialogue constructif.

« Sortir des méandres de la Françafrique »

Pour la première fois durant la V^e République, la France se dote d'une loi qui encadre sa politique de développement et de solidarité internationale. Pour la première fois, le Parlement a pu délibérer sur les choix de la politique de développement et sortir ainsi des méandres de la « Françafrique ».

Durant tout le processus législatif, Coordination SUD a souligné l'importance d'une politique de développement ambitieuse, fondée à la fois sur un appui au développement renoué, une mise en cohérence de l'ensemble des politiques publiques avec les objectifs de développement, le respect des droits humains et la régulation des acteurs économiques et financiers.

Le jeu en valait la chandelle. Le texte final, voté par les deux assemblées et publié le 8 juillet au Journal Officiel intègre beaucoup des principes et objectifs portés par les ONG.

La loi entérine les grandes orientations de la politique publique d'aide au développement :

- la lutte contre la pauvreté et ses conséquences en termes de santé, d'éducation ou de nutrition ;

- la préservation de la planète, notamment en mettant l'accent sur la lutte contre le changement climatique ;
- la promotion des valeurs de la démocratie et de l'État de droit, les droits de l'Homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et le travail décent.

La loi de programmation met également l'accent sur les pays prioritaires auxquels la France destine majoritairement son aide : l'Afrique subsaharienne et la rive sud de la Méditerranée devraient ainsi recevoir 85 % de l'effort financier français en faveur du développement.

Autre nouveauté, la création par décret d'un Conseil national du développement et de la solidarité internationale, un espace de concertation pour l'ensemble des parties prenantes de la politique de développement.

Mais le texte final reste marqué par une « retenue » certaine.

L'exemple le plus marquant tient à la question de la responsabilité sociale, environnementale et fiscale des multinationales. La catastrophe du Rana Plaza, qui a fait plus de 1100 morts au Bangladesh, est toujours dans nos esprits, le principe est présent dans le texte mais il n'y a aucune mesure concrète. Il en est de même en matière de pilotage de l'aide. Toutes les évaluations récentes relèvent la complexité institutionnelle du pilotage de l'aide française et pourtant la loi n'apporte aucune solution pour y remédier.

« L'impasse sur le volet de la programmation budgétaire »

En engageant une telle démarche législative, la France a marqué sa volonté et son ambition d'inscrire sa politique dans une nouvelle dynamique. Force est de

constater que sur le plan budgétaire, cette dynamique est sans cesse contredite. En effet, la loi fait l'impasse sur le volet de la programmation budgétaire, laissant donc l'aspect financement à la charge du projet de loi de finances, discuté chaque année.

Déjà réduit à sa portion congrue, le budget de la solidarité internationale a subi en 2014 une baisse importante. Le projet de loi de finances pour 2015 prévoit une nouvelle baisse de 2,8 % des crédits de la mission « aide publique au développement » (APD) et une baisse de 7,3 % jusqu'en 2017. Ce qui fera 7 ans de baisse continue des crédits APD.

La loi est là mais pas les moyens !



Panorama de l'hémicycle de l'Assemblée nationale.



Gautier CENTLIVRE
Chargé de mission Analyse et Plaidoyer
« APD et Financement du développement »
chez Coordination SUD
14 passage Dubail, 75010 Paris
0033 (0)1 44 72 84 55
0033 (0)6 77 57 58 14
centlivre@coordinationsud.org
www.coordinationsud.org

INVESTIR SUR SON TERRITOIRE LOCAL

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, DES ACTEURS AU CŒUR DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'engagement des collectivités territoriales à l'international est souvent méconnu bien qu'il ne date pas d'hier. Depuis les premiers jumelages au lendemain de la seconde guerre mondiale, et leur ambition de promouvoir la paix et la compréhension entre les peuples afin de limiter les risques de guerre, les collectivités territoriales sont progressivement devenues des acteurs incontournables de la coopération internationale.

D'abord identifiées pour leurs capacités à financer des projets, les collectivités territoriales ont acquis en 1992 la capacité juridique à mener des programmes de « coopération décentralisée » (expression remplacée depuis par l'action extérieure des collectivités territoriales), recyclant les relations de jumelage en une véritable coopération pour le développement économique et social des territoires.

Ces territoires s'intègrent désormais dans des espaces régionaux plus larges, plus complexes, ouvrant ainsi l'action publique territoriale au-delà de ses frontières institutionnelles. Vectrices de cohésion sociale au même titre que l'éducation, la culture ou encore le sport, les actions de solidarité internationale contribuent au développement local. En soutenant de manière active ces acteurs associatif, éducatif ou encore issus des communautés migrantes, les collectivités territoriales s'affirment pleinement au service de la construction de leurs territoires.

L'action extérieure des collectivités territoriales tiendra compte de la révision de son cadre juridique intervenue à l'occasion de l'adoption de la loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et à la solidarité internationale (LOP-DSI).

Ouvrages & rapports

« Rapport sur l'action extérieure des collectivités territoriales françaises. Nouvelles approches... Nouvelles ambitions », présenté à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères par André Laignel, 23 janvier 2013.

« Les idées reçues de l'action internationale des collectivités territoriales », rédigé par les membres de l'Arricod (en partenariat avec l'Agence Française de Développement), Éditions Le Cavalier Bleu, collection « Idées Reçues », octobre 2012.

« Guide pratique et méthodologique : améliorer la qualité d'une politique publique de coopération décentralisée », rédigé par l'Assemblée des Départements de France (ADF) et par le F3E, juin 2008.

Sites ressources

AFCCRE
Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe
www.afccre.org

ARRICOD
Association des professionnels de l'action européenne et internationale des collectivités territoriales
www.arricod.fr

Cités et Gouvernements Locaux Unis
Réseau mondial des villes, gouvernements locaux et régionaux
www.uclg.org/fr

Cités Unies France
Portail de la coopération décentralisée et de l'action des collectivités territoriales françaises
www.cites-unies-france.org

Commission Nationale de la Coopération Décentralisée
Instance nationale de dialogue et de concertation
www.diplomatie.gouv.fr

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
www.diplomatie.gouv.fr

Ville de Blois

• MONDE

Blois, une ville ouverte sur le monde

Aux côtés du jumelage « historique », la ville de Blois a progressivement investi le champ de la coopération internationale et s'inscrit aujourd'hui dans une réelle dynamique d'échange et de partage de culture.



Monsieur le Maire, Marc Gricourt, reçoit de la part d'un ambassadeur du tourisme, un ouvrage sur une commune de la région au potentiel touristique

Une ouverture à l'international dynamisée

La ville de Blois a développé depuis fort longtemps un réseau de villes partenaires en Europe et dans le monde. Ainsi, elle est jumelée avec Lewes dans le sud de l'Angleterre, Waldshut-Tiengen dans le cadre d'un jumelage trilatéral, Weimar en Allemagne et Sighișoara en Roumanie.

Nous avons également établi des protocoles d'amitié avec la ville de Caceres en Espagne et Urbino en Italie. Par ailleurs, la ville a engagé des accords de coopération décentralisée avec les villes de Hue au Vietnam (2007) et d'Azrou au Maroc (2011).

Promouvoir les événements locaux

Au-delà de ces dynamiques d'échanges, la ville soutient et participe à des actions locales pour promouvoir la solidarité internationale comme par exemple :

- La **Semaine de la solidarité internationale**, portée par un collectif d'associations et la ville ayant pour thème cette année « la souveraineté alimentaire ».

- Les **Rencontres de la coopération internationale en Région Centre**. Pour la seconde année cette manifestation se tiendra à Blois autour du thème « Un monde à partager ». Le choix de Blois tient à la volonté des organisateurs d'ancrer cette manifestation dans un territoire, de l'ouvrir encore davantage au grand public et la ville s'implique pleinement dans cette double ambition.

- La **journée de l'Europe**, une initiative annuelle qui permet d'aborder l'Europe sous différentes facettes : les langues, les échanges, la culture, les institutions, la citoyenneté...

Pourquoi un engagement à l'international ?

Historiquement, il trouve sa source dans la volonté de la ville de s'inscrire dans la construction de l'Europe de la paix. C'est aussi autour du patrimoine historique, culturel et naturel que ces relations se sont développées, notre ville étant à la fois ville labellisée art et d'histoire et une des villes de l'axe ligérien, patrimoine mondial de l'Unesco.

« L'inscription de la ville dans un tissu de relations internationales au service de son rayonnement »

Aujourd'hui, la ville s'est fixé **trois ambitions** majeures pour développer ses partenariats internationaux :

Tout d'abord, le **renforcement des liens d'amitié au service d'une compréhension mutuelle et d'une cohésion sociale ici et là-bas** : les échanges sont l'occasion de tisser des liens, de découvrir l'autre et de se respecter au travers du partage des cultures. Ainsi, échanges culturels, sportifs, scolaires et éducatifs, mobilité des étudiants... contribuent à cette dynamique interculturelle. Actions portées par les associations et/ou directement par les collectivités, elles concourent toutes à la compréhension mutuelle.

L'inscription de la ville dans un **tissu de relations internationales au service**

de son rayonnement : Blois est une ville de flux touristique très importante. Elle est aussi, et même si cela peut être amplifié, une ville s'ouvrant sur le monde, porteuse de projets internationaux et de mobilité sortante. Coopérations autour du patrimoine, de l'artisanat, du tourisme sont autant de possibilités d'inscrire Blois dans un tissu de relations internationales et de contribuer à son rayonnement au-delà de son patrimoine qui ne doit pas être regardé comme un acquis mais comme un atout à faire vivre de façon constante.

Enfin, l'ambition est de **dynamiser la coopération autour du développement durable**, une dynamique économique, sociale et environnementale : coopération autour du développement des entreprises, du tourisme ou bien encore des projets autour de la mobilité internationale des jeunes, de la charte européenne pour l'égalité, des échanges autour de l'eau... Ces projets, impliquant une logique de gagnant-gagnant, traduisent la volonté des territoires à travailler autour de démarches de co-développement.

Enfin, notre action à l'internationale s'inscrit également dans les objectifs du gouvernement en matière de coopération décentralisée, qui par la « loi Canfin » imprime une volonté renouvelée d'efficacité, reconnaît et sécurise le rôle des collectivités territoriales dans leurs actions.

Catherine MONTEIRO

Adjointe aux relations internationales et à la coopération décentralisée, Adjointe du Quartier Centre Mairie de Blois
9 place Saint-Louis, 41000 Blois
02 54 44 50 50
www.blois.fr

LES MIGRANTS

UN RÔLE FONDAMENTAL DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Au cœur du processus de mondialisation et sujet à d'incessantes polémiques dans les pays d'accueil comme dans ceux d'origines, les mouvements migratoires concernent toutes les dimensions de notre société. **Véritable enjeu mondial de gouvernance**, l'association entre migration et développement, deux notions complexes, s'appuie sur les postulats politiques discutables de la favorisation du retour des immigrés et de la limitation de départs de candidats à l'émigration, comme si l'on cantonnait la migration à un fardeau financier en oubliant ses nombreuses richesses.

Trop souvent limités à leur seule dimension financière, les apports de la communauté migrante constituent en réalité de puissants leviers de développement. Forts de leur connaissance des deux territoires, de leurs nombreux réseaux, **les apports des migrants dans les projets de développement local se traduisent par des initiatives innovantes, contribuant à l'enrichissement de la société d'accueil et au développement du pays d'origine.**

La valorisation des migrants comme citoyens et acteurs du codéveloppement constitue un point essentiel dans l'élaboration des politiques publiques d'aujourd'hui et de demain.

Les migrations : une ressource durable pour des territoires solidaires...

Depuis 1969, le GRDR (Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rural) accompagne les personnes expatriées, leurs familles et leurs partenaires sur leurs territoires de vie et en valorisant les aspects positifs des parcours migratoires. L'association appuie en ce sens les mouvements associatifs des migrants, et agit dans tous les domaines du développement.

« Un phénomène transversal qu'il convient d'aborder d'une manière cohérente, globale et équilibrée »

La dernière *Déclaration du Dialogue de Haut Niveau sur les Migrations internationales et le Développement* en octobre 2013 souligne dans son premier point que « les migrations internationales recouvrent des réalités multiples qui sont d'importance majeure pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination » et estime à cet égard qu'« elles sont un phénomène transversal qu'il convient d'aborder d'une manière cohérente, globale et équilibrée, qui intègre le développement en tenant dûment compte de ses aspects sociaux, économiques et environnementaux et qui respecte les droits de l'homme ».

Les dynamiques migratoires interagissent avec les dynamiques de développement selon différentes logiques constitutives d'une dialectique couramment intitulée « Migration-Développement »: le sujet est d'ailleurs complexe car il s'agit à la fois de réussir à intégrer les mobilités internes et internationales comme facteur de développement, de ne pas oublier de les décliner en termes de flux d'émigration et d'immigration et de parvenir à en analyser les tenants et aboutissants en termes de développement territorial.

GRDR

• AFRIQUE DU NORD-OUEST • FRANCE

Des investissements indénombrables, au-delà du montant des transferts financiers

Depuis les années 2000, l'importante contribution apportée par les migrants au développement des pays d'origine est reconnue. Il en est ainsi des migrants mauritaniens en France qui depuis près de 50 ans ont impulsé des dynamiques originales de développement économique et social: les investissements sont indénombrables dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'assainissement, mais aussi des activités agro-sylvo-pastorales ou des infrastructures de culte religieux. Les projets de lycée à Djéol (Mauritanie), en lien avec les citoyens de Noisy-le-Sec ou de réhabilitation du centre de santé de Lexeiba, dans le cadre de la charte de l'amitié signée avec la ville de Bagnaux en 2013, en sont des illustrations vivantes. Mais pour qualifier ce rôle moteur d'acteur de développement des migrants, les indicateurs sont encore souvent seulement quantifiés à l'aune du montant des transferts financiers « supérieure à l'Aide Publique au Développement ».

Actuellement, le contexte onusien du « post 2015 » vise, à partir du bilan des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), à élaborer et adopter, à horizon 2030, un cadre unique de développement décliné en Objectifs de Développement Durable (ODD)... universels. C'est-à-dire que l'objectif de réduction de la pauvreté et des inégalités, renforcé par la volonté de préserver les ressources, sera cette fois-ci valable pour tous les citoyens, sur tous les territoires de la planète. La dernière version du texte (juillet 2014, provisoire) réaffirme explicitement l'engagement à mettre en œuvre la *Déclaration du Dialogue de Haut Niveau sur les Migrations internationales et le Développement* (art. 6, cf. ci-dessus).

Aborder la problématique « Migration-Développement » aussi à l'échelle de territoires décentralisés

Si la problématique « Migration-Développement » est aujourd'hui au cœur de tous les agendas, elle est encore trop souvent appréhendée à l'échelle internationale dans le respect des souverainetés nationales. Pourtant, il semble intéressant de les aborder aussi à des échelles de territoires décentralisés. Pour au moins trois raisons:

1- Dans le cadre des processus de décentralisation, en France comme ailleurs dans le monde, les autorités locales sont en charge de la planification et de l'aménagement du territoire: pourtant, alors que les flux matériels, financiers, virtuels sont sans cesse plus nombreux, **les pratiques sont rares qui parviennent à intégrer le « facteur mobilité » dans les stratégies de développement.** Comment identifier ces mobilités de manière à la fois rétrospective et prospective? Comment qualifier et promouvoir les « plus-values » - et dans le même temps anticiper quelles sont les « moins-values » - éventuelles des migrations? Les enjeux sont importants en termes d'accès au logement, à l'emploi ou à la santé, mais aussi en termes de cohésion sociale... A ce titre, **l'approche « locale/territoriale » de la dialectique « Migration-Développement » offre une opportunité inédite de promouvoir le rôle clef des autorités locales.**

2- Dans la continuité de ce raisonnement, il est intéressant de **s'interroger sur les modalités qui permettent d'optimiser l'apport des migrants dans la gouvernance et le développement du territoire de vie (qu'il soit d'origine ou d'accueil).** La Région du Gorgol a ainsi impulsé un espace de concertation Migration Développement (EMDG) qui rassemble l'ensemble des forces vives concernées par cette problématique sur le territoire régional et dont l'ambition est à la fois de favoriser la production de connaissance, d'animer les échanges sur les « plus-values et les moins-values » et d'articuler les priorités de développement avec les compétences disponibles au sein des diasporas (émigrés et immigrés). Une des premières étapes sera d'élargir au maximum l'éventail des ressources et des compétences, de les qualifier: les apports matériels, économiques, sociaux seront rapidement identifiés mais les patrimoines culturels, les capacités d'innovation, de partenariat et de plaidoyer sont des leviers de développement encore mal explorés. Les ressortissants de la Fédération des Associations du Gorgol en France (FAGOF) doivent y occuper une place importante.

3- Enfin, **ces enjeux concernent aussi bien les territoires d'accueil que d'origine.** La transversalité de la problématique est d'abord un atout pour **décloisonner les approches**, qu'elles soient sectorielles, politiques ou institutionnelles, au sein des collectivités territoriales. Cet aspect reconnu du lien « migration et développement », nécessairement intersectoriel et même trans territorial, se confronte aux habitudes



Rencontre de partenariat entre la ville de Bagnaux et de Lexeiba (Gorgol)

des cloisonnements politiques et institutionnels [actions intérieures et actions extérieures...]. Les coopérations décentralisées peuvent établir des liens entre migration, développement des territoires d'origine et politiques d'intégration sur les territoires d'accueil.

Et au final, là où la problématique « Migration-Développement » a longtemps été traitée dans un axe « Nord-Sud », à destination du développement des pays d'origine, l'actualité mondiale nous rappelle tous les jours que les logiques « Nord/Sud » sont sans dessus-dessous. La dialectique « Migration-Développement » est une **formidable opportunité d'analyser les interdépendances et de relever des enjeux communs** (lutte contre les inégalités, économie sociale et solidaire, changement climatique, savoir vivre ensemble...) en renouvelant les pratiques de co-opération autour d'une véritable dynamique de développement partagé, de co-développement. Les partenariats de coopération décentralisée - et notamment entre la Région Centre et ses partenaires à Motpi ou dans le Gorgol - peuvent y trouver une source de jouvence pour aborder les défis d'aujourd'hui et de demain.

L'enjeu est de taille au moment d'élaborer le nouveau cadre des ODD: **il est temps d'affirmer ce fort potentiel de co-développement** lié à ces partenariats sur le « double-espace de la migration » autour d'intérêts communs aux deux territoires d'origine et d'accueil et pour lesquels les migrants sont à la fois des révélateurs d'enjeux partagés et des sources de solutions innovantes.

Olivier LEMASSON,
Emilie BLONDY et Lamine CAMARA
GRDR - Migration - Citoyenneté -
Développement
www.grdr.org
www.developpementlocal-sahel.org

Évènement

Migrant'Scène, le Festival de la Cimade
Du 15 au 30 novembre 2014
www.festivalmigrantscene.org

Sites ressources

Eunomad
Espace d'échanges de pratiques de codéveloppement
www.eunomad.org/fr

FORIM
Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
www.forim.net

GRDR Migration - Citoyenneté - Développement
Le Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rural propose de nombreuses réflexions et publications
www.grdr.org

Hommes & migrations
Revue trimestrielle de référence sur les dynamiques migratoires
www.hommes-et-migrations.fr

Migrations et Développement
Association franco-marocaine de droit français, créée en 1986 par des migrants pour mener des actions de développement dans les villages de leur région d'origine
www.migdev.org

Ouvrages & Études

« **Capitalisation du rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine** », étude menée par le F3E au travers des actions de l'association Migrations et Développement, octobre 2014.

« **Le rôle des différents acteurs dans la relation entre migrations et développement** », étude menée par Jacques Ould Aoudia (Migrations et Développement), mai 2013.

Yves Bourron, Jamal, un migrant acteur de développement. La revanche du territoire, Paris, Publisud, 2011.

« **Les migrants, acteurs du développement solidaire** », rapport du Secrétaire d'État Eric Besson à Monsieur le Premier ministre François Fillon, La Documentation Française, septembre 2008.

Bertrand Badie, Rony Brauman, Emmanuel Decaux, Guillaume Devin, Catherine Wihtol de Wenden, Pour un autre regard sur les migrations Construire une gouvernance mondiale, La découverte, juin 2008.

Vidéos

Consultez la vidéothèque du GRDR sur: www.grdr.org/Phototheque,104.html

LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE

DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'expression des valeurs de solidarité internationale est intimement liée au traitement médiatique qui en est fait. A la télévision, à la radio, dans la presse écrite et sur Internet, la « générosité du public » est abondamment sollicitée par les messages relayant les actions menées par les acteurs de la solidarité internationale, souvent nommées de manière générique « l'humanitaire ».

Pour nombreux de ces acteurs, cette visibilité médiatique est même une question de survie, celle-ci assurant notamment un équilibre financier dans la répartition des fonds provenant de l'État et des donateurs privés. Au fil des années, cette communication s'est donc considérablement professionnalisée et revêt aujourd'hui une importance cruciale.

Dans un paysage médiatique où la couverture des événements tend à privilégier le sensationnel et donc l'urgence, plusieurs questions se posent : quelle éthique habite les médias et les associations dans la diffusion de l'information ? La vision de la solidarité internationale qu'ils véhiculent respecte-t-elle les réalités du terrain ? Face aux choix éditoriaux qu'ils opèrent, les médias sont-ils responsables de l'oubli d'événements majeurs ?

Une chose est sûre, **la médiatisation de ces crises favorise bien souvent l'émotion au détriment de la réflexion.** Or, la qualité de l'information et de la communication est un précepte à celle du débat citoyen. L'éducation citoyenne aux problématiques du développement n'y échappe pas.

Sites ressources

Canal France International

Opérateur de la coopération médias française à destination des pays d'Afrique, de la Méditerranée, des Balkans, du Caucase et de l'Asie. CFI, filiale du groupe France Télévisions, est subventionnée par le Ministère français des Affaires étrangères. www.cfi.fr

DevReporter Network

Réseau transrégional (Catalogne, Rhône-Alpes, Piémont) de journalistes et professionnels de la communication pour le développement. <http://devreporternetwork.eu/>

Grotius International

Revue en ligne consacrée aux médias et à l'humanitaire www.grotius.fr

Ouest Fraternité

Association soutenue par le groupe Ouest-France pour favoriser le développement de la presse écrite dans les pays du Sud et les pays en voie de démocratisation www.ouest-fraternite.fr

Ouvrages

Karine Gallopel-Morvan, Pierre Birambeau, Fabrice Larceneux, Sophie Rieunier, Marketing et communication des associations, Ed. Dunod (2ème édition), 2013, 256 pages.

Pascal Dauvin (dir.), La communication des ONG humanitaire, Ed. L'Harmattan, mars 2010, 177 pages.

Yves Lavoine, L'humanitaire et les médias

Ed. Presses Universitaires de Lyon, novembre 2002, 136 pages.

Articles & Études

« **Le traitement médiatique de la solidarité internationale dans les médias rhônalpins** », étude commanditée par RESACOOOP (Réseau Rhône-Alpes d'appui à la coopération) et réalisée par l'association Fréquences Écoles et les chercheuses en Sciences de l'information et de la communication Amandine Kervella et Dana Popescu, 2014.

« **Médias et humanitaire : le mélange des genres** »,

Gaëlle Epinat et Leïla-Mathilde Méchaouri, *La fabrique de l'info* (webzine réalisé par les étudiants de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine), décembre 2010.

« **Médias et humanitaire : frères ennemis ?** »,

Patrick Hirtz (Médecins du Monde), septembre 2006. L'article est disponible sur le site d'Agora Vox : www.agoravox.fr

TÉMOIGNAGE

David BOHBOT

Président de l'association Africamédias

David Bohbot, 72 ans, journaliste économique, ancien enseignant en journalisme et ancien Vice-président du directoire de la Nouvelle République du Centre Ouest. Il est intervenu au Niger avec l'association Contrechamps et depuis dix ans, il préside l'association Africamédias qui développe un programme de professionnalisation des médias en Afrique (Mali, Madagascar). Africamédias s'attache à consolider la formation des acteurs des médias (journalistes, cadres et dirigeants de la presse écrite et audiovisuelle), de renforcer la rentabilité des entreprises pour favoriser leur indépendance politique, leur crédibilité, le pluralisme et la démocratie. Ce programme est soutenu par plusieurs pays et des partenaires institutionnels publics et privés.

La solidarité professionnelle des médias : des « aventures personnelles »

Ma toute première expérience du développement des médias en Afrique de l'Ouest, en l'an 2000, résulte de la demande « très urgente » de l'ambassadeur du Niger et de son épouse, ancienne journaliste de télévision. Préoccupés par la précarité des pratiques professionnelles, elle a fait appel aux confrères qui pouvaient l'aider. Ces quelques journalistes ont créé une association « outil », Contrechamps, qui a rassemblé quelques ressources pour « aller voir sur place ».

La presse du Niger était dominée par un quotidien gouvernemental avec autour de lui quelques hebdomadaires et une radiotélévision publique. Les pratiques sont redoutables : diffamation, rumeur, corruption et une grande indigence économique. **Un élément de poids, cependant : il y a à Niamey une école de formation des journalistes.** Les moyens limités de Contrechamps l'ont incitée à élargir le cercle des professionnels des médias pour permettre la formation des journalistes et travailler avec les éditeurs. C'est pour intervenir auprès d'eux que j'ai été recruté. Ma mission ? Faire un « état des lieux » et proposer un programme d'accompagnement aux entreprises de presse et aux organisations professionnelles.

Les réalités du terrain

Un premier constat s'est imposé : **la formation est indispensable certes, mais elle est inutile si les entreprises sont dans l'incapacité de survivre.** De fait, le « taux de mortalité » des publications était élevé et d'une mission à l'autre le « périmètre » se modifiait. L'audit de l'école de journalisme a révélé, aussi, une double insuffisance : un contenu pédagogique inadéquat et un corps enseignant peu armé. Quelques projets « prioritaires » furent définis :

- Rassembler les médias dans une structure opérationnelle commune pour mutualiser les moyens : « La maison de la presse du Niger »,
- Reconstruire la pédagogie de l'école et former les maîtres,
- Poursuivre la formation des journalistes mais concevoir aussi la professionnalisation des dirigeants des médias,
- Mettre en place un réseau expérimental de distribution,
- Créer une association de droit nigérien pour mettre en œuvre, avec Contrechamps, le programme défini.
- Un comité de pilotage a été mis en place.

Pour réaliser ces projets, des experts (de l'école de journalisme de Tours, de cabinets d'expertise des médias, de la Nouvelle République etc.) ont été recrutés. Le bilan est décevant malgré le recrutement d'un collaborateur permanent à Niamey ! Seul le projet relatif à l'école de journalisme a connu une exécution complète ; tous les autres programmes ont été mis en place et se sont vite épuisés faute de volonté locale. La formation, en revanche, s'est poursuivie à un rythme satisfaisant jusqu'au départ de Contrechamps. L'évolution politique du pays, le départ de l'ambassadeur et de son épouse, ont eu raison de Contrechamps qui a cessé récemment ses activités.

Toutefois, la confrontation avec les réalités professionnelles et culturelles du « terrain » au Niger a révélé les fondamentaux en matière de développement des médias en Afrique francophone.

J'avais interrompu mes activités, faute de structure d'accueil, en 2004. Le « téléphone arabe » a mis le président de la Maison de la Presse du Mali sur notre chemin en 2005. Sa demande exprimait des besoins en formation à l'instar de ce qu'il connaissait du Niger. Nous n'avions, ni moyens ni structure pour être en mesure de répondre à sa demande. **Nous avons créé en octobre 2005, avec sept confrères, l'association Africamédias** et proposé à nos partenaires maliens de « commencer » par faire l'évaluation de la situation des médias afin d'identifier les besoins en matière de formation et de développement des médias. Nous avons réunis les premières ressources grâce au Groupe IMT et à quelques élus de Touraine pour financer une mission pluridisciplinaire de deux semaines composée de trois experts. Il en est résulté

une « première » approche stratégique de l'action de notre association : l'approche du développement.

L'approche du développement

« Africamédias » a défini avec ses partenaires maliens un programme couvrant les champs suivants :

- La formation et le perfectionnement des journalistes (presse écrite, radios, TV),
- La formation des dirigeants à la gestion des entreprises de presse (initiation à la gestion, mise en place d'outils de gestion adaptés aux entreprises locales),
- La mise en place du réseau de distribution de la presse écrite (audit, formation des commerciaux, expérimentation et mise en place à moyen et long terme). La presse n'était pas diffusée dans le pays.
- La création ou le développement de régies publicitaires communes aux médias écrits et audiovisuels (dans le prolongement du développement de la distribution et de l'audience) pour améliorer les ressources.

Il s'agit, en bref, de **promouvoir la formation des acteurs de la presse et de renforcer la rentabilité du secteur.**

Nous avons développé ce programme de 2006 à 2010 en organisant 14 sessions de formation et 5 missions d'audit (évaluation de la situation des médias, audit de la distribution, du marché publicitaire, des besoins en outils de gestion des entreprises, schéma de mise en place du réseau de distribution expérimental à Bamako). Le Mali a constitué « un laboratoire en vraie grandeur » pour expérimenter, roder et « exporter », en Afrique francophone, l'action de développement des médias comprenant la professionnalisation des acteurs d'une part et le renforcement des capacités économiques d'autre part. Ces deux conditions sont déterminantes pour la pérennité des médias, le pluralisme, la consolidation démocratique et la bonne gouvernance.

« Nous travaillons au rapprochement entre l'université d'Antananarivo et l'école de journalisme de Tours »

Nous avons dû quitter le Mali mais nous avons estimé que nous étions en mesure de développer notre action vers d'autres pays. Madagascar est la première « formulation » de ce développement de notre action. Depuis juin 2012, nous y avons conduits 19 missions (audits, sessions de formation et accompagnement pour la mise en place de structures professionnelles) avec les mêmes fondements stratégiques et opérationnels. Pour permettre « l'autonomie » des ressources, nous travaillons au rapprochement entre l'université d'Antananarivo (où il existe une filière de formation au journalisme) et l'école de journalisme de Tours. Nous envisageons la création d'un centre de formation continue destiné aux professionnels des médias malgaches.

Médias français : le « presque impossible » partenariat

Nous avons bien sûr « grandi », nous sommes aujourd'hui une trentaine d'experts bénévoles appartenant aux différentes activités des médias. Il nous a fallu, bien entendu, trouver des ressources pour financer nos programmes. Le Groupe IMT (Tours) et la Région Centre sont à nos côtés depuis le début. Dès élus locaux nous ont fait des dons de solidarité. Le ministère de la Culture nous a fait un chèque pour solde de tout compte (le portefeuille étant tenu par un élu d'Indre-et-Loire). Il nous semblait naturel de nous tourner vers les médias au travers de leurs organisations professionnelles : la Fédération Nationale de la Presse Française, le Syndicat de la Presse Quotidienne Régionale et le Syndicat de la Presse Quotidienne Départementale.

Malgré ma position et celle du Président de la NR (qui a fortement porté nos demandes), **la presse régionale et nationale nous a gratifiés d'une sympathie « platonique » avec des encouragements émerveillés. Pas un sou !**

La presse départementale a répondu positivement à notre sollicitation et l'Association Internationale de la Presse Francophone (AIPF) qui en est l'émanation ont labellisé notre action avec un soutien financier annuel. L'AIPF a circularisé tous les quotidiens : deux réponses avec un chèque (« Centre Presse » et « le journal de la Haute Marne »). L'Association Mondiale des journaux (siège à Paris) nous a gratifiés d'une lettre de soutien. Nous avons constaté, plus tard, qu'ils « vendaient » des modules de formation en Afrique et ailleurs. La Fondation Varenne (groupe Centre France) nous a soutenus à plusieurs reprises : au Niger et au Mali. Cette contribution de solidarité, certes appréciable, ne fut pas pérennisée. Une action auprès des grands groupes de presse s'est soldée par quelques ordinateurs réformés (« La Croix et « Le Monde »). De mes échanges avec les dirigeants, il ressortait une très grande sympathie formelle et une argumentation fondée sur les impératifs de la situation économique et... une fin de non-recevoir.

La dimension de l'aide au développement des médias est peu présente et quand elle l'est, il s'agit rarement des médias eux-mêmes mais d'organisations « périphériques ». Fort heureusement, beaucoup d'autres nous ont aidés (la Suisse entre autres).

Nous fêterons notre 10^e anniversaire en 2015 !

Propos recueillis par Centraider en juillet 2014.

Africamédias
49 rue Léon Boyer, 37000 Tours
borjise@yahoo.fr
www.africamedias.fr



INTERVIEW STÉPHANIE RIVOAL

Présidente d'Action contre la Faim (ACF)



Quelles sont les valeurs fondamentales de solidarité internationale portées par Action Contre la Faim ?

La première et plus importante de nos valeurs est l'Humanité. Action Contre la Faim a une mission bien particulière, celle de mettre fin à la Faim dans le monde. Mais notre manière de faire, notre boussole se doit d'être concentrée sur l'humain. Nous n'apportons pas notre soutien qu'à des entités gouvernementales ou des populations au sens large mais bien à des êtres humains, nos sœurs et nos frères du bout du monde, qui sont dans la détresse. Nous nous sommes professionnalisés au fil des ans mais nous ne devons pas devenir des machines humanitaires, nous devons rester des hommes qui tendent la main à des hommes.

La diversification des actions autour de l'aide au développement d'ACF fait-elle écho à l'évolution du sens de la coopération internationale ? Est-elle due à une volonté de diversification des profils des acteurs d'ACF ?

Notre mandat par essence demande un ensemble d'actions différentes pour s'attaquer aux causes structurelles de la Faim, de l'économie jusqu'au politique. C'est notre mandat qui guide notre stratégie et nos actions. Nous revendiquons notre indépendance dans le choix géographique ou technique de nos actions. C'est l'expérience des contextes géopolitiques qui nous amènent à développer des analyses et des approches toujours en adaptation. C'est cette nécessaire agilité qui nous guide dans nos choix pour être toujours pertinents pour les personnes aux côtés desquelles que nous travaillons.

Quels sont les différents dispositifs d'engagement au sein de votre structure ?

Je dirais qu'il y a deux types d'engagement chez ACF. Le premier est celui de tous les acteurs humanitaires, les 5 000 employés d'ACF International dans le monde sont des incarnations de notre engagement sur le terrain et qui font face à des situations très dures comme être exposés au virus Ebola ou aux risques sécuritaires en RCA, aux frontières de la Syrie ou de l'Etat Islamique.

Ensuite, notre vie associative permet à tous de s'engager à nos côtés. Il est essentiel pour nous de toucher tous les citoyens français mais aussi du monde pour s'unir tous ensemble contre le scandale de la faim dans un monde d'abondance. Les adhérents de notre association ont pour mission de faire connaître notre cause et mobiliser un maximum d'énergie pour notre combat. Nous voulons plus d'adhérents et nous lancerons chaque année comme en 2014 une campagne d'adhésion.

Mais il y a aussi les sympathisants et les fans qui se manifestent sur les réseaux sociaux. Nous essayons de répondre à leurs attentes spécifiques. C'est tout ça la grande famille ACF.

D'après vous, comment ces modes d'engagement évolueront ils dans les années à venir ?

Nous voulons absolument mobiliser les jeunes. C'est une population plus complexe à toucher avec les moyens traditionnels. Il est possible que l'engagement prenne des formes plus diverses pouvant aller du militantisme à la simple sympathie pour une association ou un thème.

Les évolutions nécessaires iront vers la diversification des moyens créés pour comprendre et nourrir ces engagements différents. Les militants seront peut-être des individus bien identifiés qui seront aux côtés d'une association dans la durée, les sympathisants seront des individus identifiables mais sollicités pour des actions moins chronophages ou complexes et les fans seront un ensemble de personnes pas nécessairement identifiées individuellement mais qui auront une grande importance de par leur nombre. Notre objectif est de toucher le plus grand nombre de personnes mais aussi de les rendre plus au fait de nos actions au travers d'efforts d'éducation populaire.

Quelles actions menez-vous en France ?

En France, ACF mène des actions de sensibilisation du grand public à la thématique de la faim et ses ramifications. Depuis des dizaines d'années maintenant, ACF propose à des établissements scolaires d'organiser des Courses Contre la Faim, moment sportif mais aussi d'éducation populaire et d'engagement pour une cause. En amont de ces courses, ACF effectue de nombreuses heures de sensibilisation dans les classes afin que les citoyens de demain, que sont nos enfants, n'oublient pas que dans d'autres parties du monde, d'autres enfants ne mangent pas à leur faim.

Lors de certains grands moments de l'année comme la Journée Mondiale de l'Alimentation ou celle de l'Eau, ACF organise des événements de rue partout en France pour constamment rappeler à la population française que notre cause, la Faim, ne doit pas être oubliée.

Enfin, ACF mène une action de plaidoyer vis-à-vis du gouvernement français pour le sensibiliser aux enjeux de développement et humanitaires qui nous concernent mais aussi contribuer à provoquer des changements politiques.

Existe-t-il des axes et des zones prioritaires à l'étranger ? Pourquoi ?

ACF International travaille dans 47 pays et tente de mobiliser ses ressources sur les crises alimentaires les plus aiguës. En ce moment, la multiplication des crises partout dans le monde rend notre travail compliqué avec une raréfaction des ressources financières et humaines pour couvrir de plus en plus de besoins. A titre d'exemple, les crises les plus graves qu'ACF couvre en priorité sont la crise Ebola et ses futures conséquences alimentaires, le Sud-Soudan, l'Irak et la RCA mais ce ne sont malheureusement pas les seules. Notre priorité reste les besoins des populations avant, pendant et après les crises.

L'évolution récente de la carte sécuritaire du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, devant le risque accru d'enlèvements et d'actes hostiles contre des ressortissants français, a-t-elle des impacts sur la gestion du personnel et la mise en œuvre de vos actions dans ces zones considérées comme à risques ?

ACF met depuis longtemps l'accent sur la gestion de la sécurité de son personnel tant expatrié que national. Notre approche passe tout d'abord par une bonne compréhension du contexte

géopolitique dans le pays d'intervention, des contacts forts avec la société civile locale et enfin des mesures de sécurité appropriées pour les différents contextes. Mais il est certain qu'ACF n'est pas en mesure d'intervenir directement sur le sol syrien ou sur les zones contrôlées par l'Etat Islamique aujourd'hui. L'un des aspects de notre combat réside aussi dans l'augmentation de notre accès aux zones où les populations les plus vulnérables ont besoin de notre appui. Il apparaît aussi que nos modes opératoires doivent s'adapter aux nouvelles situations afin de mettre moins en danger nos personnels dans les pays.

Quelle stratégie est mise en œuvre par ACF pour permettre aux populations de prendre en main leur propre développement ?

C'est au cœur de notre mandat. L'action humanitaire tant en urgence qu'en « post-crise » doit systématiquement mettre les populations locales au centre de nos interventions. Une fois sur place, nos efforts se porteront sur l'identification de partenaires locaux qui peuvent être les ministères eux-mêmes (comme ceux de la Santé ou de l'Agriculture) afin que notre action puisse être effectuée en appui directement aux structures locales ou bien transférées à des acteurs locaux. Le problème est qu'aujourd'hui les situations sont très diverses et on ne peut pas avoir un mode uniforme d'intervention et de collaboration avec les populations. Au Libéria, par exemple, le traitement et la prise en charge de la malnutrition aiguë (la forme la plus grave de la faim) était, en partie grâce à ACF, bien effectuée dans les hôpitaux et les dispensaires. Avec Ebola, le personnel de santé est décimé et il faudra sans doute tout recommencer.

Comment doit évoluer la place du bénéficiaire aux yeux du grand public ?

J'ai écrit un article sur ce sujet précis, disponible sur le site Internet de l'IRIS. À mon avis, même si cela est une évidence, le bénéficiaire est l'acteur le plus important de l'action humanitaire et il ne doit pas être supplanté par les ONG occidentales, les entreprises de plus en plus présentes dans ce secteur, les agences des Nations Unies ou même les donateurs, eux aussi de plus en plus demandeurs d'action directe. Dans ce foisonnement d'acteurs, le bénéficiaire, en tant que membre de la société civile de son pays, doit pouvoir avoir un réel pouvoir de décision sur les actions menées et non une simple consultation pour prise en compte de son avis. Le monde humanitaire a un travail de lâcher-prise afin de véritablement laisser les bénéficiaires décider des programmes qui sont menés pour eux. Aux yeux du grand public, le bénéficiaire doit passer du statut de « victime à qui je sauve la vie par mon don » à celui de l'alter ego du bout du monde que je vais aider à construire son avenir.

En quoi l'impératif de transparence des ONG affecte-t-il le quotidien de la structure ?

Chez ACF, la transparence est bien ancrée dans nos processus. La redevabilité est assurée par diverses entités qui nous contrôlent. Mais le danger de l'impératif de transparence est de dévier vers « je veux suivre mon euro ». C'est la traçabilité qui est dangereuse car peu de personnes comprennent le modèle économique d'une ONG qui doit être dans l'action immédiate mais aussi dans la prévision des actions futures et l'adaptabilité constante à un monde qui bouge tout le temps. Transparence oui mais confiance dans notre habilité à prendre les bonnes décisions financières et opérationnelles aussi. Nous demandons à être jugés sur nos résultats globaux, suivre son euro n'a aucun sens dans l'action humanitaire.

Près de 40 % de vos ressources sont collectées auprès du public, est-il difficile de maintenir cette répartition dans le contexte économique actuel ?

Oui. Les dons baissent et les besoins augmentent. Nous allons certainement devoir avoir recours à plus de financements institutionnels dans les années qui viennent et cela peut nuire à notre indépendance. On ne peut pas nier le contexte économique actuel mais devoir faire des arbitrages dans les besoins humanitaires à couvrir est un crève-cœur pour nous.

Ce même contexte vous oblige-t-il à mutualiser des moyens et des actions avec d'autres ONG partenaires ?

ACF travaille déjà en réseau avec 5 sièges dans le monde. Nous mutualisons de nombreuses fonctions au sein de notre réseau. Mais ce n'est pas la seule démarche de mutualisation que nous mettons en place. Nous travaillons avec d'autres ONG afin de s'appuyer sur des savoirs déjà établis et les mettre en œuvre dans nos pays d'intervention. A titre d'exemple, nous projetons de travailler avec Agrisud sur des programmes agricoles basés sur le modèle agro-écologique où ils ont une excellente expertise.

Quel regard portez-vous sur la récente loi relative au développement et à la solidarité internationale ? Partagez-vous le positionnement de Coordination Sud d'un pas insuffisant au regard de sa non budgétisation ?

La LOP a le mérite d'exister mais les ONG espéraient encore plus sur les moyens alloués à notre action et sur la finesse des analyses et des indicateurs. La collaboration avec le gouvernement a été bonne et nous continuons notre travail de plaidoyer pour parfaire encore plus la mise en œuvre de cette loi. ACF est satisfait que la nutrition y soit mentionnée comme priorité, mais nous attendons maintenant des actions concrètes. Nous travaillons avec les ONG françaises et internationales pour que le gouvernement prenne la mesure des enjeux humanitaires auxquels nous sommes et allons être confrontés.

Concernant l'épidémie Ebola, vous plaidez en faveur d'un renforcement massif de la mobilisation communautaire au profit d'un conditionnement des populations, pouvez-vous préciser cette prise de position ?

Cette crise a été sous-estimée et ses conséquences à long terme vont être désastreuses pour les pays touchés qui étaient déjà fragiles avant l'épidémie. Les systèmes de santé vont être tellement affaiblis que nous craignons un net recul sur la détection et le traitement de la malnutrition mais aussi de toutes les maladies qui touchent les enfants de moins de 5 ans dans ces pays. Sans compter que les récoltes ne vont pas être effectuées, créant ainsi une très grande insécurité alimentaire pour les populations. Le premier objectif est de juguler l'épidémie et commencer à penser à l'après. La mobilisation n'est pas à la hauteur des enjeux et la fermeture des frontières, qui peut se comprendre au regard de la gravité de l'épidémie, a également des effets catastrophiques sur les importations et exportations de ces pays, qui sont au centre de leur mode de fonctionnement alimentaire. Ces mesures peuvent avoir pour conséquence d'affamer des populations entières. Nous ne pouvons rester indifférents face à ce drame.

Propos recueillis par Centraider en octobre 2014.

Pour plus d'informations sur les actions menées par Action Contre Faim : www.actioncontrelafaim.org

LE GUIDE DES DISPOSITIFS D'ENGAGEMENT À L'INTERNATIONAL



« Défendre une cause qui nous est chère »... Les candidats à l'engagement à l'international sont de plus en plus nombreux. La solidarité internationale a incontestablement le vent en poupe ! Statuts, durées, destinations, organismes agréés d'envoi, conditions..., l'offre des dispositifs évolue continuellement et il est parfois difficile de s'y retrouver. Voici un tableau récapitulatif qui devrait vous éclairer (source France Volontaires).

Conditions et avantages

Chantiers internationaux

Associations françaises de solidarité internationale : Solidarités Jeunes, Concordia, UNAREC, Service civil international, ASMAE, Jeunesse et reconstruction etc.
www.cotravaux.org

À partir de 18 ans • Missions de 15 jours à 1 mois • Prise en charge partielle ou totale par le volontaire (billet d'avion, hébergement, assurance, nourriture, déplacement...)

Programmes Jeunesse

Ville Vie Vacances Solidarité Internationale (VVVSI) et Jeunesse Solidarité Internationale (JSI)

Associations françaises parrainées par une association de solidarité internationale reconnue par l'État
www.fonjep.org

Groupe de 5 à 16 jeunes âgés de 15 à 25 ans • Être fortement impliqués dans le projet • Séjour de 15 jours (3 semaines minimum en été) • Cofinancement du projet par le ministère des Affaires étrangères (entre 2000 à 7000 €) • Autofinancement par les jeunes.

Engagement de service civique

Organismes sans but lucratif ou personnes morales de droit public français agréés par l'État de type : associations, fondations, collectivités locales, établissements publics
www.service-civique.gouv.fr

Entre 18 et 25 ans • De nationalité d'un des pays de l'UE ou résident régulier ou ressortissant d'un pays où sont affectés des volontaires français • Sans condition de diplôme • Entre 6 et 12 mois • L'État prend en charge : indemnité mensuelle, couverture sociale, assurance vieillesse, congés, formation...

Service Volontaire Européen (SVE)

Organismes d'envoi et d'accueil agréés par la Commission Européenne
http://europa.eu/index_fr.htm • www.erasmusplus-jeunesse.fr
www.injep.fr

Entre 18 et 30 ans • Résident régulier d'un des pays de l'UE ou d'un des pays partenaires du Programme Jeunesse en action • Sans condition de diplôme, certaines missions peuvent nécessiter des compétences spécifiques • Entre 2 et 12 mois • L'organisme prend en charge : hébergement, repas, indemnité ou argent de poche, formation linguistique, frais transport (participation à hauteur de 10% maximum), protection sociale...

Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)

Associations agréées par l'État
En avril 2014, 28 associations agréées.
www.clong-volontariat.org • www.diplomatie.gouv.fr

À partir de 18 ans • Sans condition de nationalité • Compétences spécifiques liées au projet de l'association • 24 mois maximum pour un premier contrat, durée cumulée des contrats plafonnée à 6 ans • L'association d'envoi prend en charge : indemnité mensuelle, couverture sociale, assurance vieillesse, congés, formation, indemnité de réinstallation, appui au retour...

Volontariat sénior / Retraité bénévole

Associations françaises : GREF, ECTI, AGIRabcd etc.
www.gref.asso.fr • www.agirabcd.org • www.ecti.org

Pré-retraite ou retraité • Compétences spécifiques liées au projet de la structure d'envoi • Entre 15 jours et 12 mois • Selon les moyens de l'association et des partenaires du projet, prise en charge possible : frais déplacement, assurances, logement, nourriture.

Congés de Solidarité Internationale

Associations de solidarité internationale agréées
http://vosdroits.service-public.fr

Être salarié et avoir 12 mois d'ancienneté • Entre 1 mois et 6 mois • Prise en charge partielle ou totale par le salarié.

Congés de solidarité

Associations françaises : France Volontaires, Planète Urgence, La Guilde etc.
www.planete-urgence.org

Ouvert à tous mais en majorité des salariés • Certaines missions peuvent nécessiter des compétences spécifiques • Entre 15 jours et 1 mois • Prise en charge partielle ou totale par l'entreprise ou par le volontaire lui-même.

Volontariat des Nations Unies (VNU)

Partenaires du programme VNU : ONG internationales, gouvernements, agence des Nations Unies etc.
www.unv.org/fr

À partir de 25 ans • De nationalité d'un pays du programme VNU • Diplôme d'études supérieures, expérimenté, compétence linguistique • 24 mois • Allocation frais d'installation, indemnité mensuelle, assurance, frais déplacement, congés, allocation frais réinstallation...

EU Aid Volunteers

Organisations certifiées par la Commission européenne
http://ec.europa.eu/euaidvolunteers/index_fr.htm

18 ans et plus • Ressortissant d'un pays de l'UE et d'autres pays européens (en cours de décision) • Durée : en cours de décision • Le programme permet de couvrir les frais de transport, de logement... Une indemnité peut être attribuée selon la politique de l'organisation d'accueil. Le programme est modulable avec un dispositif de volontariat national (en cours de décision).

Volontariat International en Entreprise (VIE) Volontariat International en Administration (VIA)

Entreprises agréées par l'État ou administrations françaises sous tutelle de l'État.
www.ubifrance.fr • www.civiweb.com

Entre 18 et 28 ans • De nationalité française ou ressortissant d'un pays de l'UE • Jeune diplômé • Entre 6 et 24 mois • L'organisation prend en charge : indemnité mensuelle, couverture sociale, congés, formation...

Compagnons Bâisseurs

Une solidarité à construire

Issus d'un mouvement international né après-guerre en Allemagne, les Compagnons Bâisseurs sont présents en France depuis 1957. Le mouvement s'articule autour du travail volontaire pour la construction et la réhabilitation de logements.



Chantier organisé durant l'été 2013 à Mettray (Indre-et-Loire)

Réhabiliter son logement constitue un véritable levier d'inclusion pour des personnes précaires.

Les actions permettent à la fois une amélioration de l'habitat et, par la mobilisation nécessaire des habitants, un travail de remobilisation personnelle et un tissage de liens avec l'environnement social et institutionnel. Accueillant un grand nombre de jeunes volontaires venus œuvrer sur les chantiers, les Compagnons Bâisseurs valorisent également l'engagement des jeunes Français et Européens.

Habiter : l'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA)

Cette démarche est proposée à des habitants en difficultés économiques rencontrant des problèmes dans leurs logements. En région Centre, cela concerne notamment les propriétaires occupants en milieu rural ainsi que les locataires des parcs sociaux en milieu urbain souhaitant remettre leur logement en état. La présence et l'engagement des habitants du logement sont nécessaires au fonctionnement du chantier. Les travaux sont ainsi conçus et réalisés par les personnes et de jeunes volontaires, avec l'aide d'un animateur technique professionnel. L'association prête également des outils et fournit les matériaux contre une participation des habitants, déterminée selon leurs moyens financiers.

Au-delà de l'amélioration du confort de vie, l'auto-réhabilitation permet aux personnes d'acquérir des compétences en matière de rénovation, mais **contribue surtout à les remobiliser**, facilitant ensuite l'engagement dans des démarches administratives, la prise en charge de leur

santé ou la reprise de projets professionnels. **Les chantiers permettent également d'engager ou de renouer des relations avec l'environnement immédiat et rompre un éventuel isolement :** famille, amis et également le voisinage, invité à contribuer aux travaux.

Par ailleurs, les actions d'ARA s'inscrivent dans un projet territorial et mobilisent différents partenaires publics et privés, contribuant à développer des réseaux partenariaux locaux. Le projet des Compagnons Bâisseurs trouve ainsi **un écho dans l'émergence de nouvelles politiques publiques en matière de logement et d'économie sociale et solidaire.** Référents sur l'ARA, ils ont également développé des innovations visant à l'amélioration des performances énergétiques comme « Bricothèque » et la plateforme « Soli'Bât ».

S'engager en construisant un projet d'avenir

Chaque année, de nombreux jeunes volontaires s'engagent auprès des Compagnons Bâisseurs pour une durée de **6 mois à un an**, dans le cadre du service civique ou d'un volontariat européen. Ils participent aux actions de réhabilitation aux côtés des habitants, encadrés par un animateur technique; les chantiers sont ainsi co-construits et portés par les habitants et les volontaires.

Il s'agit pour ces jeunes de développer des compétences techniques, mais également d'un engagement solidaire auprès de publics en difficultés, d'un engagement dans un projet ancré dans les valeurs de la solidarité et de l'éducation populaire. Ces jeunes engagés auprès des Compagnons Bâisseurs Région Centre ont également l'opportunité de participer, durant l'été,

à des chantiers au Maroc et **compléter leur expérience locale par une aventure internationale.**

L'action concrète sur les chantiers vise également à mobiliser ces jeunes dans la construction d'un projet d'avenir. Un tuteur accompagne le parcours de ces volontaires tout au long de leur contrat d'engagement afin d'aborder avec eux les questions de formation, de mobilité et d'engagement. A l'issue des chantiers en France, certains jeunes se lancent dans un volontariat européen.

TÉMOIGNAGE

Christian, jeune Allemand de 19 ans en SVE chez les Compagnons Bâisseurs Centre Val de Loire témoigne :

« Pourquoi ai-je opté pour les Compagnons Bâisseurs ?

Après mon baccalauréat, je ne me suis pas senti assez mature pour des études. Je voulais faire quelque chose où je me déplace et je me dépense physiquement et réalise et bénéficie d'un apprentissage manuel. J'aime le fait que je puisse essayer divers chantiers de construction et que je puisse travailler avec les jeunes de mon âge.

Ce que je souhaiterais obtenir cette année ? Je tiens à améliorer mon savoir-faire. J'espère être plus mature et confiant et j'espère élargir mes compétences sociales en apprenant à bien travailler en équipe et pas seulement de ne faire attention qu'à mon travail. »

Laureline GILLE

Coordinatrice Habitat et Volontariat Compagnons Bâisseurs Centre Val de Loire
02 47 47 10 60 / 06 43 84 39 33
l.gille@compagnonsbâisseurs.eu
www.compagnonsbâisseurs.org

LE VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - VSI

QUOI ?

Le **Volontariat de Solidarité Internationale**, encadré par la loi du 23 février 2005, est un dispositif ayant pour objet « l'accomplissement à temps plein d'une mission d'intérêt général » dans des **domaines d'intervention très divers** : enseignement, action sanitaire et sociale, information et communication, développement rural, gestion et coordination de projets de développement, administration publique et territoriale...

QUI ?

Le VSI s'adresse aux personnes majeures, célibataires ou en couple, sans conditions de nationalité et sans limite d'âge. En pratique, la majorité des volontaires a entre 23 et 40 ans (la moyenne d'âge en 2013 était de 32 ans). Ce sont pour la plupart des professionnels diplômés, expérimentés ou non (en 2013, 75 % ont un Bac +4 et plus - source ministère des Affaires étrangères).

OÙ ?

Le VSI ne peut s'exercer qu'**en dehors de l'Espace économique européen**. Sur les 2143 missions mises en œuvre en 2013, cinq pays d'accueil concentrent près d'un tiers des volontaires : Madagascar, Cambodge, Cameroun, Haïti et les Philippines (source Observatoire des engagements volontaires et solidaires à l'international).

Se réaliser au plan humain et professionnel dans un contexte culturel étranger

POURQUOI ?

À travers le VSI, le volontaire peut satisfaire un désir d'engagement qui offre un cadre éthique, une utilité sociale et sociétale, un parcours sécurisé au plan administratif et financier ainsi qu'une expérience professionnelle riche.

QUELLES GARANTIES ?

D'une **durée de 12 à 24 mois** (l'expérience est plafonnée à 6 ans au cours de la vie), le VSI engage formellement un organisme d'envoi, une structure d'accueil et un volontaire car il est contractuel. L'organisme agréé d'envoi garantit :

- ▶ Une indemnité mensuelle
- ▶ Une protection sociale complète
- ▶ Une cotisation retraite
- ▶ Une préparation avant départ et un appui au retour de mission
- ▶ Une indemnité de réinstallation (sous condition de durée de séjour)
- ▶ 2 jours minimum de congés par mois de mission effectué

Pour aller plus loin

Retrouvez la liste des **28 organisations d'envoi agréées** par l'État français sur www.diplomatie.gouv.fr

France Volontaires
www.france-volontaires.org

Le Comité de Liaison des ONG de Volontariat
CLONG-Volontariat :
www.clong-volontariat.org

La Délégation Catholique pour la Coopération
<http://ladcc.org/>

La Guilde
<http://volontariat.la-guilde.or>

Le Service de Coopération au Développement - SCD
www.scd.asso.fr

Le Réseau des Espaces Volontariats de France Volontaires, un dispositif unique

Créée en 2010, **France Volontaires** est la plateforme associative du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES). Elle signe tous les trois ans un contrat d'objectif et de performance avec le ministère des Affaires étrangères, pour une mission d'intérêt général.

Les volontaires sont présents dans plus de 60 pays en développement et émergents. France Volontaires dispose pour cela d'un **réseau mondial d'une trentaine d'Espaces Volontariats (EV)** qui assurent une mission d'information, accueil et intégration dans les pays d'accueil, ainsi que l'échange de pratiques et la mise en réseau des organisations d'accueil.

Conçu pour être au service de tous les acteurs du volontariat solidaire à l'international, il s'étend de l'Inde au Togo, du Pérou au Vietnam, du Maroc à Madagascar, etc.

En 2014, le Réseau des EV, c'est 26 « maisons du volontariat » et 60 personnes à votre service. C'est 600 actions de formation, d'information ayant touchées **55 000 personnes**. C'est 5 600 demandes traitées (depuis la recherche d'une mission à la résolution d'un problème). Pour Nathalie, volontaire au Cambodge : « L'EV, c'est mon point fixe dans les turbulences de ma mission, des opportunités de formations et d'échanges avec d'autres volontaires. »

Pour plus d'informations sur l'actualité du VIES, les différents dispositifs d'engagement, l'observatoire du volontariat ou le réseau des Espaces Volontariats :

www.france-volontaires.org

Région Centre

• MAROC

Témoignage d'une jeune Volontaire de Solidarité Internationale

En contrat VSI depuis trois ans et actuellement chargée du suivi de la coopération entre la Région Centre et la Région Meknès-Taflalet au Maroc, Clotilde Gennet raconte son engagement de longue durée dans la solidarité internationale.

Le VSI, une étape professionnelle de l'engagement

Pour moi, la solidarité internationale n'est pas une charité ponctuelle qui stigmatiserait celui envers qui on serait solidaire. C'est plutôt une **orientation au quotidien** pour solidifier les liens entre les gens, particulièrement quand la situation internationale rend ces liens asymétriques ou injustes.

Ce dispositif du VSI n'est donc pas venu par hasard puisque depuis mes 18 ans, je chemine dans la solidarité internationale : bénévolat à Artisans du Monde, chantier jeune au Pérou, reportage en Turquie, stages dans une association militante en Inde puis dans un journal hebdomadaire en Tanzanie, premiers contrats locaux dans des ONG au Cambodge... J'avais plusieurs idées pour poursuivre : faire une thèse de recherche appliquée au développement, du journalisme indépendant, des activités plus militantes... Le VSI est finalement arrivé comme une étape professionnalisante.

En effet, les missions de France Volontaires portent souvent sur des **métiers diversifiés** (dans mon cas, la coordination de projets) sans requérir des compétences trop techniques. À travers cette **marge d'apprentissage et de découverte**, j'ai pu ainsi développer des compétences en communication, cartographie, encadrement culturel... L'expérience et les rencontres font aussi mûrir de futurs projets, à court et moyen termes.

La coopération des collectivités, une approche complémentaire d'engagement

Le cadre de l'action extérieure des collectivités territoriales est adapté au VSI dans la mesure où ce type de partenariat entre deux collectivités nécessite souvent une coordination sur place. La Région Centre promeut l'emploi des jeunes dans ses régions partenaires (Chine,

Inde, Mali, etc.), un travail de suivi qui permet d'appréhender plusieurs secteurs (économie sociale et solidaire, échanges culturels, environnement...) et types d'acteurs de la solidarité territoriale (collectivités et administrations mais aussi universités, entreprises, associations...). Enfin et surtout, c'est **l'occasion de découvrir un pays plus en profondeur**, par le quotidien et les amitiés, l'adaptation aux rythmes et différents codes culturels. Il est aussi passionnant qu'utile d'apprendre le dialecte, goûter aux plats, participer aux festivités, se balader, observer les différences... Chacun peut s'y plonger à sa manière. Pour ma part, j'ai pris beaucoup de plaisir à dessiner sur toutes ces curiosités!

Comparée à mes précédentes expériences de solidarité internationale en association ou en ONG, cette coopération apporte une approche complémentaire : moins rapide, plus en lien avec les partenaires que les bénéficiaires, elle se veut cependant **ancrée dans la durabilité et la réciprocité**. Son caractère institutionnel m'a permis de prendre du recul sur les actions de terrain et de mieux observer les processus de décision à moyen et long termes, depuis l'initiative des élus jusqu'à la mise en œuvre des actions en passant par les réunions techniques.

Enfin, l'angle « territorial » m'a conduit à travailler sur un panel d'actions et d'acteurs diversifié de la solidarité : pas uniquement celui du développement rural mais aussi des échanges culturels et artistiques, la valorisation de la filière des plantes aromatiques, les partenariats économiques et agricoles, la recherche universitaire, le soutien d'associations...

Et après le VSI ? Tremplin d'apports et perspectives

La solidarité internationale à travers l'action extérieure des collectivités territoriales prend sens avec la réciprocité et la concertation, l'adaptation aux rythmes institutionnels. Cela peut être frustrant ; on voudrait parfois aller plus vite, forcer la



Clotilde dans l'Atlas
Paysage d'Azrou (dessin Clotilde Gennet)

marche, contacter d'autres gens et lancer beaucoup de projets, au risque que cela soit trop unilatéral et moins durable. Il faut donc apprendre à être réactif tout en restant humble et patient. De même, il faut trouver les moyens d'affirmer sa place et sa légitimité en tant que volontaire. Ce **travail d'observation et d'adaptation** fait partie intégrante de la mission. À l'avenir, j'aimerais donc m'inscrire dans des dynamiques de projet plus intenses avec davantage de travail en équipe. Je souhaiterais garder un pied dans le travail institutionnel mais avec une plus grande part dans l'associatif militant et pourquoi pas à travers des dispositifs de protection environnementale en milieu marin. Je viens de Bretagne et **la vision de l'autre se forge aussi d'après ses propres racines!**

Clotilde GENNET

Chargée du suivi de la coopération entre la Région Centre et la Région Meknès-Taflalet
1, angle avenue des Nations Unies et rue Ferhat Hachad, Ville Nouvelle, Meknès
(00212) (0)5 35 40 43 99
coopcentremeknes@gmail.com

Conseil Régional du Centre

9 rue Saint-Pierre Lentin
CS 94117 - 45041 Orléans Cedex 1
02 38 70 30 30
info@regioncentre.fr

LE SERVICE CIVIQUE (en France ou à l'étranger) ET LE VOLONTARIAT DE SERVICE CIVIQUE

LE SERVICE CIVIQUE

Quoi ? L'engagement de **Service Civique**, encadré par la loi du 10 mars 2010, est un dispositif de volontariat qui s'inscrit dans une politique jeunesse visant à la cohésion nationale et à la mixité sociale dans le cadre d'un projet d'intérêt collectif auprès d'un organisme agréé.

Il peut être effectué dans **9 grands domaines** : culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence en cas de crise, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport.

Qui ? Le Service Civique s'adresse aux jeunes âgés de **16 à 25 ans, sans condition de diplôme** ; seuls comptent les savoir-être et la motivation.

Où ? Auprès d'associations, d'ONG, de collectivités territoriales, d'établissements publics en France et à l'étranger.

Pourquoi ? Pour contribuer à des actions utiles à la société, répondant aux besoins des populations,

Pour vivre de nouvelles expériences et s'ouvrir à d'autres horizons, Pour développer ou acquérir de nouvelles compétences.

Quelles garanties ? Sur une période de **6 à 12 mois** (à raison d'**au moins 24h par semaine**), le volontaire bénéficie :

- ▶ D'une indemnité mensuelle de 570€ net
- ▶ D'une protection sociale complète
- ▶ D'une assurance complémentaire (rapatriement)
- ▶ D'une cotisation retraite
- ▶ D'une formation civique et citoyenne et d'un tutorat individualisé pour la construction de son projet d'avenir

VOLONTARIAT DE SERVICE CIVIQUE

Pour qui ? Toute personne âgée de **plus de 25 ans** peut effectuer un Volontariat de Service Civique pour mener à bien, des missions d'intérêt général auprès d'associations, de fondations reconnues d'utilité publique ou, dans les départements et collectivités d'outre-mer, de personnes morales de droit public.

Durée ? 6 à 24 mois.

Où ? En France ou à l'étranger.

Quelles garanties ? La personne volontaire bénéficie d'une indemnité qui prend en compte le temps consacré à la mission et qui varie entre 106,04 € et 710,11 €. (Source : service-public.fr)

Pour aller plus loin

Sur le Service Civique

L'Agence du Service Civique (groupement d'intérêt public - GIP)
www.service-civique.gouv.fr ou sur Twitter <https://twitter.com/#!/ServiceCivique>
En région : www.informationjeunesse-centre.fr

Sur le Service Civique International :

<http://volontariat.la-guilde.org>

Sur le Service Volontaire Européen :

www.erasmusplus-jeunesse.fr
France Volontaires : www.france-volontaires.org

QUELQUES CHIFFRES CLÉS (SOURCE AGENCE DU SERVICE CIVIQUE)

Une centaine
d'organismes concernés

40 % sur agrément régional,
60 % sur agrément national

38 % ont un niveau I
ou II de formation

40 % ont un niveau III

L'âge moyen est de
21,4 ans

mais les 2/3 ont entre 23 et 25 ans

58 %
de femmes

42 % d'hommes

Des volontaires
dans plus de
80 pays

en tête, Allemagne et Roumanie pour l'Europe,
Haïti, Canada et Pérou pour les Amériques,
Vietnam et Cambodge pour l'Asie,
Tunisie et Sénégal pour l'Afrique
et Vanuatu pour l'Océanie.

81 %
des volontaires
le recommanderaient

à d'autres et s'engageraient, si
c'était à refaire (données extraites
de l'enquête TNS Sofres réalisée en
février-mars 2013)

50 000
jeunes

se sont engagés,
depuis sa création en 2010,
dont plus de 1000
à l'international.

La Guilde - Proyectar sin Fronteras

• COLOMBIE

Concilier agriculture et urbanité

Jeune agro-écologue originaire de Nuret-le-Ferron (Indre), Marina témoigne de la richesse des apports du service civique qu'elle effectue actuellement en Colombie.



Jardins urbains du quartier de Santa Rosa à Bogota

Un départ dans de bonnes dispositions

Il y a environ quatre mois, je débarquais à Bogota en Colombie. Je venais pour travailler un an en service civique dans l'ONG Proyectar sin fronteras (Projetter sans Frontières - PSF) au sein du projet d'agriculture urbaine Sembrando Confianza (semer la confiance). Avant mon départ, j'ai été formée durant trois jours par une équipe de la Guilde Européenne du Raid. Nous étions une trentaine de plus ou moins jeunes à partir, soit en service civique, soit en Volontariat de Solidarité Internationale. La Guilde Européenne du Raid est une ONG qui, parmi ses missions, envoie et forme des volontaires à l'international. L'ONG PSF, pour sa part, est l'organisme d'accueil avec qui le service civique a été contracté.

L'expérimentation de techniques d'agriculture urbaine

Une fois arrivée à Bogota, tout est allé très vite. J'ai rapidement été intégrée dans l'équipe et dans les différents projets de Sembrando Confianza. Au sein de l'ONG il y a trois équipes qui travaillent autour de trois projets principaux :

- « Proyectando mi negocio » est un projet accès sur le soutien aux micro-entrepreneurs, notamment par le biais du microcrédit.

- « Centro COMParte » est un projet de centre communautaire dans un quartier défavorisé du sud de Bogota.

- « Sembrando Confianza » est un projet d'agriculture urbaine dans lequel on soutient différents petits producteurs intéressés ou pratiquant l'agriculture biologique via un appui technique et

commercial. Nous créons des jardins particuliers dans le même quartier où se trouve le centre COMParte, expérimentons des techniques d'agriculture urbaine dans une serre sur le toit du centre et enfin, nous formons des enfants et des adultes à l'agriculture dans des écoles et des centres privés.

Au sein de Sembrando Confianza, aux côtés d'un autre agronome, je suis en charge de l'appui commercial et technique des producteurs ainsi que de la gestion et des expérimentations que nous faisons dans notre serre. Je donne aussi des cours d'agriculture dans une des écoles avec lesquelles nous travaillons. Vous pouvez d'ailleurs me retrouver tous les vendredis dans le quartier de Santa Rosa à San Cristobal pour aider à la création et au maintien des jardins particuliers !

Une expérience extrêmement formatrice et enrichissante

Je ne suis pas encore à la moitié de mon contrat mais je vois déjà ce que m'apporte ce service civique. Tout d'abord, une première expérience professionnelle concrète sur le terrain. Agro-écologue de formation et très intéressée par les dispositifs d'échanges de savoirs entre producteurs, je peux être actrice de tous ces échanges sur le terrain et je me sens libre de monter différents types de dispositifs selon les groupes de producteurs avec lesquels on travaille.

« **l'aide dans les jardins est avant tout un projet d'intégration sociale** »

Ensuite, je me teste dans d'autres domaines pour lesquels je n'étais pas forcément prédestinée. Par exemple, l'aide dans les jardins est avant tout un projet d'intégration sociale, ce qui est nouveau pour moi. Il faut apprendre à travailler avec des populations qui ont souvent tout perdu suite aux conflits dans le pays. C'est à la fois extrêmement enrichissant et très difficile.

Prolonger la belle aventure

Enfin, l'un des principaux apports est bien entendu l'apprentissage d'une nouvelle langue et la découverte d'un pays aussi riche que la Colombie. Ici, lorsque l'on débarque à l'aéroport de Bogota, il est écrit « La Colombie, le seul risque c'est d'y rester ». Au début cette phrase me paraissait assez insignifiante mais à présent que je ne m'imaginais plus quitter le pays, elle prend tout son sens. J'espère donc rester davantage ici, soit en signant un nouveau contrat chez PSF, soit en trouvant une autre structure d'accueil à Bogota ou dans une autre ville afin de poursuivre mon engagement dans d'autres projets de développement agricole.

Marina LUGNOT

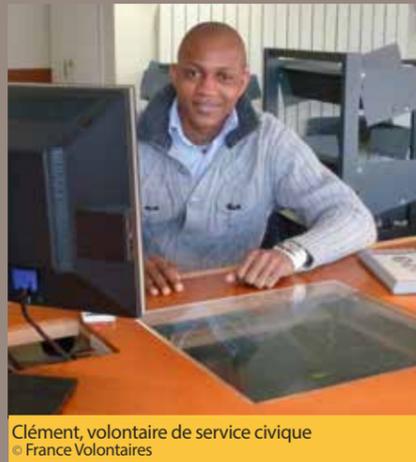
Proyectar sin Fronteras
Avenida Jiménez # 8A-49 Of.1003
Bogotá - Colombia
marina.lugnot@gmail.com
www.ong-psf.org

La Guilde Européenne du Raid

7 rue Pasquier
75008 Paris
01 43 26 97 52
www.la-guilde.org

La réciprocité des échanges, l'engagement de volontaires étrangers en France

France Volontaires a lancé en juillet 2012 le programme pilote « Réciprocité » mobilisant des jeunes maliens, nigériens, burkinabés..., sur des missions de service civique financées par l'Agence du Service Civique. Associations et collectivités territoriales françaises les accueillent entre 6 et 10 mois. C'est le cas de Clément, jeune Malien et volontaire de service civique dans les Yvelines.



Clément, volontaire de service civique
© France Volontaires

Ateliers d'écriture et de lecture

Clément a 25 ans, une maîtrise d'Anglais et une autre d'administration en action sociale. Sa mission de service civique à Saint-Quentin-en-Yvelines consiste à accueillir les publics et animer les médiathèques de la communauté d'agglomération. « J'organise des ateliers ludiques autour de la lecture, je travaille avec les écoles et les centres de loisirs. » Nous retrouvons Clément à la bibliothèque de l'école Politzer de Guyancourt.

Autour de lui, les enfants se concentrent sur leurs écrits; pas de fautes d'orthographe, pas de hiéroglyphes en guise de lettres sinon Clément leur demandera, gentiment mais fermement, de recommencer... Quatre mois que le jeune volontaire travaille avec eux et il en tire tous les jours plus d'expérience à réinvestir au Mali. Il dit avoir beaucoup appris de son séjour en France. « À mon arrivée, j'ai été surpris par le soleil trompeur! Il y a du soleil mais il fait très froid. Mais, à trois semaines de mon retour au Mali, ce sont les Français qui m'ont le plus étonné: ils sont très sympas! » constate Clément, avouant de méfians préjugés.

Réinvestir son expérience au Mali

Odile Carrier, Administratrice d'Action Mopti, l'association d'accueil de Clément, et bibliothécaire dans la communauté d'agglomération de Saint-Quentin en Yvelines, est le fer de lance de l'accueil de Clément: « Nous avons envoyé pendant des années des volontaires à Mopti; aujourd'hui, c'est impossible. Quoi de plus logique que d'accueillir des volontaires

maliens en France? », surtout dans la perspective d'un réinvestissement de leur temps de partage et d'apprentissage au service de l'association franco-malienne. En effet, et c'est une des spécificités du programme Réciprocité, l'accent est mis sur l'insertion professionnelle des jeunes à leur retour au pays.

Faire lire les enfants à Mopti

Pour Clément, ce sera un poste d'animateur dans les 8 écoles partenaires d'Action Mopti. Son défi est d'amener les élèves à la lecture par la présentation ludique d'albums et de rendre le livre accessible à tous. Il mettra en place un dispositif d'aide aux devoirs dans des classes comptant jusqu'à 100 élèves, du fait de l'affluence des réfugiés de guerre. Il lui faudra aussi retrouver la biblio-moto, « un bibliobus à la dimension de Mopti, » précise Odile Carrier.

Un grain de sable comparé au défi de la lecture dans un pays de tradition orale... Gageons que Clément relève le gant, confiant après son expérience aussi instructive que novatrice.

Frédérique WILLIAME
Directrice du Pôle Etudes -
Communication - Plaidoyer chez
France Volontaires
6 rue Truillot
94200 Ivry-sur-Seine
+33 (0)1 53 14 20 30
contact@france-volontaires.org
www.france-volontaires.org

**Communauté d'agglomération de
Saint-Quentin-en-Yvelines**
01 39 44 80 80
www.saint-quentin-en-yvelines.fr

Théâtre de l'Éventail

La professionnalisation de l'engagement

Une passion pour les langues et l'étranger, du bénévolat, des études dans le développement durable et l'économie solidaire, un départ en mission...

Le long parcours d'engagement d'Angéline, chargée de projet au Théâtre de l'Éventail à Orléans dans le cadre d'un service civique, illustre bien l'intérêt grandissant des jeunes pour la solidarité internationale. Récit.

Quel est votre chemin dans la solidarité internationale ?

Mon parcours débute au sein de ma famille, très ouverte sur le monde. J'ai été très tôt passionnée par les langues étrangères et la pratique de l'Anglais m'a permis, très jeune, de parler avec des personnes ayant une culture différente de la mienne. En grandissant, cette ouverture sur l'international s'est traduite dans mes études: après un BTS en commerce international, je me suis spécialisée dans le commerce équitable en Licence (Diplôme Européen d'Études Supérieures en commerce équitable et économie solidaire à Nantes). Dans ce cadre, j'ai été envoyée par une entreprise de commerce équitable au Cameroun à 20 ans. Ce fut mon premier choc culturel: je me suis beaucoup questionnée sur la relation des Hommes à la nature ou encore la représentation des Blancs dans la société camerounaise. Au niveau professionnel, j'ai compris le sens de « l'engagement » et du « partenariat » à l'international: la réalisation de projet à distance est complexe et requiert une compréhension mutuelle des objectifs, une volonté et une énergie commune.

Après la poursuite de mes études (master en gestion de projets internationaux, spécialité développement durable), j'ai travaillé avec deux autres ONG (CCFD-Terre Solidaire et Frères des Hommes) et je suis repartie sur le terrain, en Amérique Latine, en tant que reporter et chargée du suivi des projets. Au Pérou, j'ai visité les partenaires d'une ONG parisienne;

les informations récoltées ont permis aux ONG péruvienne et française d'établir un nouveau programme de travail commun pour l'amélioration des conditions de vie des habitants des bidonvilles de Lima.

Qu'est-ce que signifie l'engagement pour vous ?

Je suis passée par plusieurs phases. Pour moi, c'est avant tout un engagement au quotidien: je fais au mieux pour respecter mes convictions en achetant des produits agricoles de saison locaux et/ou biologiques, du café issu du commerce équitable, et en faisant vivre la solidarité locale envers ma famille, mes amis, mes voisins... C'est également le sens de mon engagement bénévole avec les demandeurs d'asile à Orléans (ASTI - Association de soutien aux travailleurs immigrés).

Mon engagement s'est aussi exprimé dans mes études et mes expériences professionnelles. Ma première idée était de créer du lien entre les gens à travers mon travail: dénoncer des situations d'injustice et d'exploitation mais aussi de témoigner sur les initiatives encourageantes dans le monde. Car il y en a aussi, les Terriens regorgent d'idées pour vivre mieux!

Aujourd'hui, j'ai évolué vers une vision plus locale de la solidarité. En effet, j'ai envie de « balayer devant ma porte »: je veux parler des violations des droits de l'Homme envers les demandeurs d'asile, de la précarité des agriculteurs français, des inégalités et des tensions sociales... Tout cela, selon moi, nécessite de s'engager dans une réflexion sur les instruments du pouvoir et notamment sur les préjugés et les idées reçues et socialement partagées.

Pouvez-vous nous en dire plus sur votre mission actuelle ? En quoi continuez-vous à faire vivre les valeurs de la SI ?

Je suis arrivée à Orléans en mars dernier et j'ai finalement trouvé une mission de service civique un peu par hasard dans une compagnie de théâtre orléanaise, le Théâtre de l'Éventail. Aujourd'hui, je ne regrette pas ce choix car je découvre un nouveau domaine d'action (encore!): l'action culturelle. La mission est



Angéline au Pérou

passionnante: j'organise un projet de coopération culturelle avec le Burkina Faso qui comprend l'animation d'ateliers théâtre avec des collégiens et des lycéens, et des rencontres artistiques avec des artistes burkinabés. Pour cela, j'ai d'abord privilégié la relation avec les comités de jumelage de la région Centre en lien avec des villes burkinabaises. Cela assure une bonne connaissance du terrain et des besoins locaux, et de proposer un accès à la culture en zone rurale. Finalement, plus de 150 élèves bénéficieront d'ateliers théâtre dans tout le pays!

À travers ce travail, je continue de faire vivre des valeurs telles que la transparence, la compréhension mutuelle et le partage. Certains partenaires se sont véritablement approprié le projet. Nous pouvons citer Siaka Ouattara, chargé culturel des villes de Tenkodogo et Ouéguédo (jumelée avec Rivière en Indre-et-Loire) à l'Est du pays, qui a proposé aux comédiens de former des professeurs aux techniques théâtrales. Au final, les enseignants souhaitent monter et encadrer une troupe de théâtre dans leurs écoles! Une belle occasion de pérenniser ces activités créatrices et artistiques pour les enfants.

Et pour la suite ?

Je vous parlais de mon axe de réflexion sur les préjugés et le pouvoir. Me voilà déjà réembarquée dans une nouvelle aventure personnelle grâce à cette expérience au théâtre de l'Éventail qui me mènera au Burkina Faso très prochainement. Nous allons monter un reportage radiophonique qui s'appuiera sur l'enregistrement

d'ateliers théâtre qui auront lieu en France et au Burkina Faso. Pour cela, j'ai fait appel au jeune comédien orléanais Théo Jouanneau et à un comédien burkinabé Hamadou Mandé (directeur du Festival des Arts Burkinabés, professeur d'université et directeur artistique du théâtre Corneille à Ouagadougou). L'idée est d'initier une réelle collaboration artistique internationale et valoriser le travail de création artistique de jeunes français et burkinabés.

Ce travail est bénévole. Pour gagner ma vie et continuer à donner du sens à mon travail, je suis à la recherche d'un emploi en gestion de projets internationaux et/ou locaux dans la région Centre. A bon entendeur!



Angéline TESSIER-BARBIEUX
Chargée de projet au
Théâtre de l'Éventail
108 rue de Bourgogne, 45000 Orléans
international.eventail@gmail.com
http://theatredeleventail.com

S'ENGAGER

DANS LE CADRE DE SON ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Souvent méconnus du grand public, les dispositifs permettant de vivre une expérience de solidarité internationale pendant son activité professionnelle sont nombreux. Petit guide...

PENDANT VOS CONGÉS PERSONNELS...

Les chantiers internationaux, missions solidaires ou partir en individuel

- Entre 15 jours et un mois
- Frais de séjour partiellement ou totalement à la charge du volontaire avec la possibilité de les déduire

Plus d'informations sur :

- Asmae** - Association Sœur Emmanuelle - agir pour l'enfance défavorisée - www.asmae.fr
- Cotravaux et ses associations membres** - www.cotravaux.org
- Défap** - service protestant de mission - www.defap.fr
- Développement Sans Frontières** - www.developpementssansfrontiere.org
- Fondacio** - www.fondacio.fr
- La DCC** - www.ladcc.org
- La Guilde** - www.la-guilde.org
- Planète Urgence** - www.planete-urgence.org

DANS LE CADRE DE VOTRE ACTIVITÉ SALARIÉE...

Le congé de solidarité

- Entre 15 jours et un mois
- Frais de séjour financés tout ou en partie par votre employeur, Comité d'Entreprise ou Fondation d'Entreprise qui a signé une convention avec l'organisme d'envoi
- Réservé aux salariés d'entreprises ou aux agents de collectivités territoriales en activité

Pour plus d'informations, consultez les organismes d'envoi :

- France Volontaires** - www.france-volontaires.org
- La Guilde** - www.la-guilde.org
- Planète Urgence** - www.planete-urgence.org/conge-solidaire

Le congé de solidarité internationale

- Entre 1 et 6 mois
- Frais de séjour partiellement ou totalement à la charge du salarié
- La salarié doit avoir au moins 12 mois d'ancienneté consécutifs non
- À son retour de congé, le salarié retrouve son précédent emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération au moins équivalente.

Pour plus d'informations :

www.vosdroits.service-public.fr

POUR UNE MISSION DE 12 À 24 MOIS...

Renseignez-vous sur le Volontariat de Solidarité Internationale (présentation page 26)



INTERVIEW

Pierre, volontaire en congés de solidarité à Madagascar

Agent du Conseil général du Finistère, Pierre est parti 3 semaines à Diego-Suarez, au Nord de Madagascar, sur son temps de congés payés mais dans le cadre d'un programme de congés de solidarité mis en place par son employeur. Extraits de son blog.

Une aventure particulière

« Dans mon travail au Conseil général du Finistère, je m'occupe d'acquisition, de gestion et d'ouverture au public d'espaces naturels. Je m'intéresse aussi de près à la protection et à la gestion des zones humides. Je me suis lancé pendant quelques semaines dans une aventure particulière, celle d'un congé de solidarité proposé par mon employeur, et organisé par l'association France Volontaires son partenaire pour les missions de volontariat à l'international. L'objectif : écouter, échanger, partager des expériences sur la gestion des ressources forestières avec élus et des techniciens des collectivités du secteur de Diego-Suarez, dans le Nord de Madagascar. »

Je mets à disposition mon expérience

« Ma mission se déroule dans le cadre d'un congé de solidarité. Le Conseil général est le mécène de cette mission. Il a fait remonter la demande des partenaires locaux et finance la logistique. L'organisation est assurée par France Volontaires. Pour ma part, je donne mes congés et je mets à disposition mon expérience. »

Découvrir et produire

« Ce matin, ça fait une semaine que l'on est arrivé. C'est aussi la jonction entre la découverte et la production. Au cours de notre réunion de ce matin, avec Soa, la coordinatrice du service d'appui technique à l'intercommunalité, nous avons planifié les visites de terrain, mais nous avons aussi commencé à formuler la problématique et préciser la demande des élus sur ma mission. Cela m'a permis de confirmer certaines idées qui me sont venues à l'esprit au cours de ces 7 jours (les idées ne s'arrêtent pas le weekend!). Et d'en savoir encore un peu plus sur la logique d'acteurs locaux. »

Retrouvez l'aventure de Pierre sur son blog de mission

<http://pierreth.wordpress.com/2010/05/17/apres-la-decouverte-la-production/>

Mission encadrée par
France Volontaires
6 rue Truillot,
94200 Ivry-sur-Seine
+33 (0)1 53 14 20 30
contact@france-volontaires.org
www.france-volontaires.org



Santé Formation Développement

La formation de professionnels de santé

L'association Santé Formation Développement (S.F.D.) a été créée en 1997 par deux médecins orléanais, les docteurs Fillon & Millet, désireux d'apporter une aide pérenne à des partenaires impliqués dans le développement sanitaire de leurs pays. L'association intervient toujours à la demande de ses partenaires.



Consultation médicale à Gressier (Haïti)

Objectifs et principes

L'association S.F.D. cherche à promouvoir la formation du personnel de santé dans les pays en voie de développement, de permettre une réflexion sur la santé en rapport avec le développement dans ces pays et de faciliter la mise en place d'équipements médicaux et pédagogiques.

Ses principes sont d'améliorer les compétences et l'apprentissage des élèves tout en laissant une place au développement personnel, de les encourager à définir des objectifs raisonnables et les aider à résoudre les problèmes qui surviennent, et de permettre de développer leur propre projet de vie.

Une transmission pour du long-terme

S.F.D. s'est adressée, lors de ses premières missions, exclusivement à des professionnels diplômés dans leur pays d'origine. À travers des formations continues, les actions menées au Vietnam ont permis à des médecins, des infirmières, et des sages-femmes de centres hospitaliers et de dispensaires de parfaire leurs connaissances et leurs pratiques. Cours théoriques et accompagnement sur le terrain sont la base du processus de formation.

Afin de contribuer au développement de structures de soins, l'association a accompagné pendant trois ans un hôpital de province dans la création d'une « Unité Kangourou », une structure permettant

une meilleure prise en charge des nouveau-nés à risque (prématurés, faible poids...). Les membres de l'association ont soutenu les équipes en place par un partage d'expériences, de savoirs théoriques et pratiques. Pour mener à bien ce projet, il a fallu évaluer la faisabilité, former des soignants (suivi de grossesse, accouchement et soins auprès du nouveau-né), réhabiliter les locaux de la structure et mettre en place une ouverture progressive des locaux.

Grâce à la volonté de sa direction, au savoir-faire des soignants locaux et l'appui de l'association S.F.D., l'« Unité Kangourou » de l'hôpital est aujourd'hui fonctionnelle!

De l'assistance et non de l'assistantat

De 2010 à 2013, suite au tremblement de terre en Haïti, nous avons été mobilisés par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), notre partenaire historique, pour fournir une assistance médicale. L'association a engagé une formation aux soins de santé primaire définis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour des auxiliaires de santé communautaire dans la région de Gressier, épicerie du tremblement (près de Port-au-Prince), une région dépourvue de toute offre sanitaire.

Un projet de formation sur un nouveau site est actuellement en cours d'étude, à la demande de nos partenaires dont le ministère de la santé haïtien (MSPP). Afin de

pérenniser notre action, nous souhaitons continuer à superviser le travail de nos élèves à leurs débuts et rester à leur écoute. Il est toutefois clair que nous n'avons pas vocation à rester indéfiniment au sein de cette association ni même en Haïti sinon ce ne serait plus de l'assistance mais de l'assistantat, ce qui va à l'encontre de notre éthique.

L'engagement de professionnels de tout horizon

Notre association s'est étoffée au fil des ans et nous sommes actuellement plus de 40 membres. Ils se composent au départ de médecins généralistes et spécialistes (certains ayant acquis un diplôme universitaire de médecine humanitaire), d'infirmières, de sages-femmes mais également de logisticiens, informaticiens, psychologues, ergothérapeutes... Tous interviennent en fonction de demandes formulées et en répondant à un cahier des charges signé par les différentes parties. Les liens qui les unissent sont des valeurs de solidarité, d'humanisme et d'éthique, qui s'ajoutent au grand plaisir de réaliser ensemble ces projets.

Docteur Patrice RUET

Vice-président SFD
27 rue de la Cigogne
45100 Orléans
02 38 51 10 48
secretariat.sfd@gmail.com
www.santeformationdeveloppement.eu

RETRAITÉS ET ENGAGÉS!

**POUR VIVRE UNE
PREMIÈRE EXPÉRIENCE
de quelques semaines
à 6 mois...**

Renseignez-vous sur les missions interculturelles et sur les chantiers internationaux. Les frais de mission restent à la charge du volontaire mais peuvent cependant être défiscalisées (cf. tableau page 24).

Pour approfondir:

Asmae

Association Sœur Emmanuelle
agir pour l'enfance défavorisée -
www.asmae.fr

Cotravaux

et ses associations membres
www.cotravaux.org

Défap

Service protestant de mission
www.defap.fr

**POUR UNE EXPÉRIENCE
de moins de 12 mois**

Renseignez-vous auprès des structures dédiées:

AGIRabcd

www.agirabcd.org

Voir aussi l'interview ci-contre!

ECTI

Association de professionnels seniors
bénévoles

www.ecti.org

GREF

www.gref.asso.fr

Voir aussi l'article sur la page suivante!

**POUR UN ENGAGEMENT
supérieur à 12 mois**

Veuillez consulter le dispositif du Volontariat de Solidarité Internationale (détails page 26).



INTERVIEW de Jean-Claude Lézier

Animateur International pour la délégation de l'Orléanais
de l'association AGIRabcd, Administrateur de Centraider

Pouvez-vous nous présenter AGIRabcd ?

L'association AGIRabcd (Association Générale des Intervenants Retraités - actions bénévoles pour la coopération et le développement) a été créée en 1983 grâce à de nombreux préretraités/retraités motivés et volontaires qui ont décidé de se réunir pour mettre leurs compétences au service de ceux qui en expriment le besoin (associations, entreprises, collectivités, administrations, gouvernements ou institutions internationales), les populations défavorisées bénéficiant d'une priorité absolue. En 1987, elle étend ses interventions au territoire métropolitain au bénéfice d'organismes d'intérêt général, ce qui l'amène vers une reconnaissance « d'utilité publique » en 1990. Depuis, ses actions ont reçu l'agrément de plusieurs ministères. Enfin, AGIRabcd est également membre fondateur de France Volontaires.

Et en région Centre ?

Au vu d'une forte sollicitation émanant de nombreuses associations et organismes, les **délégations d'AGIRabcd de la région Centre** apportent leurs contributions dans des domaines aussi variés que la francophonie (Bulgarie, Nouvelle-Calédonie, Maghreb), l'appui au développement économique (Gabon, Cameroun), le transfert de connaissances et la formation professionnelle (froid, menuiserie, couture), la santé, le social (accès à l'eau), l'agriculture (Chine, Maroc), sans oublier l'appui à des organismes publics ou des collectivités. Ces interventions sont effectuées en gardant toujours à l'esprit la **nécessité d'assurer une pérennité à leurs actions**, à savoir, former les personnels, former les formateurs/enseignants, apporter ses compétences dans le montage de projets intégrés tout en respectant le contexte local, et assurer une connivence intergénérationnelle dans le passage de relai!

Qu'est-ce qui caractérise ceux qui s'engagent à vos côtés ?

Le succès de ces missions sous des cieux bien différents suppose de la part de l'adhérent une **forte motivation**, l'acceptation de séjourner dans des conditions souvent loin des standards européens, une ouverture à une culture différente, une bonne perception de l'état des lieux et des attentes des demandeurs afin de répondre au mieux aux besoins exprimés. **Dialogue et confiance réciproque entre l'intervenant et les bénéficiaires** sont des qualités essentielles pour la réussite d'un projet.

Par ailleurs, du fait de l'ouverture d'AGIRabcd à toutes les catégories professionnelles dans tous les domaines d'activités, les actions réalisées permettent donc de lutter sur tous les fronts de l'insertion sous forme d'interventions de formation et transfert de savoir-faire, ainsi que dans la conception et l'appui à des projets de développement. Ceci implique une présence active sur le terrain où se conjuguent dévouement et professionnalisme, conditions indispensables pour assurer le succès des interventions. Ces interventions participent également, directement ou indirectement, à la création d'emplois dans ces pays apportant ainsi leur pierre à la construction de leur économie pour les aider à assurer leur propre développement et se créer une place dans les échanges internationaux.

Cette pluralité des acteurs vous fait-elle être sollicité de toute part ?

Les nombreuses compétences réunies au sein d'AGIRabcd, dans notre région ou au niveau national, permettent de répondre à quasiment toutes les sollicitations lorsque celles-ci sont fondées et ne relèvent pas d'un secteur commercial ou de services. De plus, elles offrent la possibilité d'être partagées avec d'autres associations à la recherche de compétences qu'elles ne possèdent pas en leur sein en aspirant à une mutualisation. Dans cet esprit, AGIRabcd est prêt à répondre à toutes sollicitations d'associations recherchant des compétences et des aides pour le succès de leurs projets.

AGIRabcd - Délégation de l'Orléanais

Maison des Associations
46 ter, rue Sainte Catherine
45000 Orléans
www.agirabcd.org

• Chartres (Eure-et-Loir)

agirabcd28@hotmail.fr - 06 83 71 48 18

• Tours (Indre-et-Loire)

delegue@agirabcd-37.org - 06 78 46 38 53

• Orléans (Loiret)

agirabcd45@yahoo.fr - 06 33 26 94 59

GREF

• MONDE

La transmission de savoir-faire éducatifs

Peut-on être retraité et partir à l'étranger pour autre chose que faire du tourisme? Peut-on être retraité et s'investir, en tant que bénévoles dans des associations, ici, en France, pour mener à bien des projets d'actions solidaires? À ces questions le GREF répond oui.



Une action menée au Cameroun

Rendre les bénéficiaires acteurs de leur développement

Le GREF (Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières) est, depuis 1990, une association ayant pour but de promouvoir la solidarité internationale, en collaborant à des projets dans le domaine culturel, éducatif et social, afin que les populations deviennent acteur de leur développement. L'amélioration de la qualité de l'enseignement et la formation de formateurs sont le fondement de ses interventions.

Notre association répond aux demandes de nos partenaires partout dans le monde: Afrique, Océan indien, Proche Orient, Amérique latine, Caraïbes, Europe, Pacifique, Nouvelle Calédonie, pour des missions qui touchent la petite enfance jusqu'à l'université, que ce soit dans les domaines de l'enseignement formel ou non formel, la formation sociale et professionnelle, l'alphabetisation...

En région Centre, le GREF est partenaire de plusieurs associations, en particulier Centraider, mais aussi Réseau Afrique 37 (organisateur du festival Plumes d'Afrique). Avec l'aide du Conseil régional, le GREF région Centre a organisé plusieurs missions, dont la dernière au Cameroun et la prochaine au Bénin. Les membres du GREF région Centre portent les valeurs de l'association. Beaucoup ont été enseignants, éducateurs, ils continuent à faire vivre ce qui a été le fondement de leur vie professionnelle.

« ils continuent à faire vivre ce qui a été le fondement de leur vie professionnelle »

Pourquoi avez-vous adhéré au GREF? Quel est, pour vous, le sens de la solidarité internationale ?

TÉMOIGNAGES d'« anciens » et « nouveaux »

Je suis adhérente depuis une dizaine d'années. Après avoir vécu à l'étranger, j'ai adhéré au GREF pour, toujours, rencontrer les autres dans des projets de solidarité à travers le monde. Pour moi la Solidarité Internationale égale: des rencontres, des échanges, des partages... en respectant les autres.»

(Françoise)

Au départ j'ai adhéré au GREF pour répondre à une demande transmise par une équipe du GREF qui devait fournir des appuis techniques pour réaliser des missions d'alphabetisation initiées par une ONG locale. Mon parcours professionnel et mon implication au sein d'associations en France m'ont fait penser que je pouvais fournir des éléments d'aide. La charte du GREF mettant en avant **une volonté d'écoute et d'adaptation aux situations concrètes et spécifiques et sans vouloir exporter un quelconque modèle**, m'a convaincue. Avec bonheur j'ai participé à de nombreuses missions, qui apportent le plaisir de la communication du travail avec d'autres mais aussi égoïstement le plaisir de se sentir toujours utile et capable.

Etre solidaire, c'est essayer de combattre les inégalités entre les humains du « Nord » et ceux du « Sud » mais aussi entre les humains d'une même région. Etre solidaire implique d'agir en collaboration, en partenariat, afin de ne pas imposer des solutions, nos solutions, mais de rechercher en commun les moyens de renforcer les droits, les savoirs, les libertés, l'autonomie.»

(Jeanne)

J'ai adhéré au GREF en 2013 pour donner un deuxième souffle aux activités dans lesquelles je me suis principalement investi dans ma vie active de formateur. Je participe à des actions humanitaires depuis 15 ans et j'ai apprécié dans cette association la volonté de « faire ensemble ». C'est sans doute aussi parce que j'ai toujours eu l'attrait du voyage, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire me mettre en quête d'une voie pour agir.

« entre vouloir faire bien et bien le faire il y a un chemin à parcourir »

La solidarité internationale naît pour moi d'un désir de partage. Mais entre vouloir faire bien et bien le faire il y a un chemin à parcourir. J'y vois aussi un contre-pouvoir au libéralisme de la mondialisation. C'est enfin pour moi une formidable occasion de rechercher des nouvelles formes de développement centrés sur le mieux vivre de l'humanité, entre le Nord qui souffre de mal développement, le Sud de sous-développement.»

(Dominique)

Jean-Charles NONY

Délégué régional du GREF,
région Centre
82 rue de l'Hippodrome
37170 CHAMBRAY les TOURS
02 47 27 69 31
www.grefcentre.fr

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

ÇA VEUT DIRE QUOI AU JUSTE ?

La Commission européenne définit la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) comme « la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société », notamment au regard des enjeux du développement durable qui intègrent préoccupations sociales, économiques et environnementales.

Le développement durable n'est pas un frein au développement économique des entreprises. On assiste d'ailleurs, depuis quelques années déjà, à un développement progressif des relations entre les entreprises et les acteurs de la solidarité internationale. Ces partenariats très divers, qu'ils soient ponctuels ou inscrits dans une vision à plus long-terme, peuvent être bénéfiques pour les deux parties.

Mécénat - Soutien financier ou matériel apporté par une entreprise ou un particulier à une action ou activité d'intérêt général (culture, recherche, humanitaire...). Le mécénat se distingue généralement du sponsoring ou parrainage par la nature des actions soutenues et par le fait qu'il n'y a normalement pas de contreparties contractuelles publicitaires au soutien du mécène.

Mécénat de compétences - Mise à disposition par une entreprise, auprès d'un organisme d'intérêt général, d'un ou plusieurs de ses collaborateurs sur le temps de travail pour une période définie. Le montant du don correspond au « prix de revient » du temps passé par le collaborateur. En effet, à partir d'un reçu fiscal délivré par l'association indiquant le temps passé par le collaborateur sur la mission, l'entreprise défiscalise ce temps multiplié par le « salaire chargé » du collaborateur.

Crowdfunding (ou financement participatif) - Technique de financement de projets de création d'entreprise utilisant Internet comme canal de mise en relation entre les porteurs de projet et les personnes souhaitant investir dans ces projets. Pratique ancienne, elle fait l'objet actuellement d'un large engouement en raison de sa simplicité de fonctionnement et des difficultés que rencontrent certains créateurs à trouver des financements pour leurs petits projets.

LE CERCLE MAGHREB

Réseau régional d'entrepreneurs impliqués sur le Maghreb, avec l'appui du service international de la Chambre de Commerce et d'Industrie Centre (CCI International Centre)

Entraide et complémentarité entre membres, la force du Cercle Maghreb

Pour le bon fonctionnement de notre club, il est indispensable d'échanger sur nos connaissances, nos contacts et nos domaines de compétence respectifs. Nous nous devons d'accompagner les nouveaux arrivants sur leurs projets et de favoriser les regroupements au sein de notre Cercle. C'est comme cela que Kongskilde France a naturellement apporté son soutien logistique et donné ses conseils et astuces à la société Jourdan pour l'organisation de salons au Maroc. Aujourd'hui, la coopération entre nos deux sociétés a permis à ce constructeur de matériels de motoculture de découvrir de nouveaux marchés potentiels avec ses spécificités,

de mettre en place des stands communs et de mener des actions conjointes sur chacune des destinations. Les exemples de solidarité du réseau, rapprochements et autres alliances interentreprises, pour stimuler les synergies et progresser ensemble au Maghreb sont nombreux.

Coopération et échanges techniques au Maroc

Dans le cadre de la coopération entre la Région Centre et la Région de Meknès Tafilalet, nous avons effectué plusieurs visites, accueil de délégations d'entreprises et participé à plusieurs éditions du salon de l'agriculture (SIAM). Les deux régions ont une importante production d'oignons et les contacts avec les agriculteurs et les autorités compétentes nous ont permis d'apprendre qu'une très grosse partie de la production était perdue lors de la conservation. Plusieurs opérateurs de la Région Centre maîtrisent ces techniques. Des contacts sérieux sont engagés avec un groupement de producteurs, des investisseurs la Région de Meknès et la Région Centre pour mettre en place un site pilote. Cet équipement permettra aux agriculteurs la maîtrise du stockage /

séchage et la réduction des pertes d'oignons avant leur commercialisation. Plusieurs opérateurs de Meknès vont prochainement se déplacer dans la région d'Orléans pour visiter des sites de stockage et de transformation afin de mieux appréhender ces différentes techniques.

Fabrice POIRIER
Directeur Commercial Industrie
Kongskilde Howard France S.A.
Membre du Cercle Maghreb
fp@kongskilde.com

Jean-Marc SALA
CCI International Centre - Animateur
du Cercle Maghreb
jmsala@indre.cci.fr

Une plantation d'oignons
© Cercle Maghreb



LE PARRAINAGE

Sensibles au sort d'enfants victimes de conflits, de catastrophes naturelles et de pauvreté, nombreux sont les parrains et marraines à vouloir venir en aide à ces symboles d'innocence. Les médias et les associations de solidarité internationale relayent d'ailleurs abondamment cet axe émotionnel pour susciter la générosité du public. Le fait de pouvoir donner un visage à sa contribution donne un aspect concret, un lien direct, et rassure le donateur. Une idée intéressante certes mais qui doit être avant tout un acte bien réfléchi.

Plan

• MONDE

Donner à l'enfant les moyens de construire son avenir



Pionniers du parrainage

Né en 1937, dans l'horreur de la guerre civile espagnole par l'action du journaliste anglais John Landgon, secourant un enfant victime, Plan fut créé à Biarritz. Là, des centaines ont été accueillis puis parrainés chez eux; Plan est devenu le fondateur du parrainage d'enfants. Appelé « Plan international » depuis 1962, il est présent dans 50 pays aidés par l'action de 17 pays aidants. Par ces derniers, Plan est le pionnier d'une démarche de développement durable inscrite dans le long terme avec les communautés dont il implique les enfants et leurs familles. Ce sont aussi les gouvernements, les autorités locales et les chefs religieux qui participent à l'élaboration des projets, pour faire évoluer les mentalités et instaurer des changements, dans le respect des cultures. C'est là une gouvernance démocratique, où les personnes grandissent en liberté. Les propositions de l'association sont mises en œuvre en s'appuyant sur des équipes locales permanentes qui ont un ancrage et une grande proximité avec les populations.

Les moyens financiers de telles actions reposent sur les financements de partenaires internationaux: des entreprises, des fondations et du mécénat que forme la masse des parrains de chaque pays.

Les garanties sur la gestion sont assurées par l'agrément du Comité de la Charte et le label IDEAS. La reconnaissance et les encouragements de Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies, sont aussi très précieuses.

Près de 40 000 donateurs en France

« Plan France » a été créé en 1993 pour mobiliser des parrains et marraines français. Ils sont actuellement environ 40 000 dont les filleuls proviennent du monde entier. 29 salariés et 200 bénévoles, tant au siège qu'en province, participent à ce vaste projet dans l'esprit et en application de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (C.I.D.E.). En France, comme dans tous les autres pays aidants Plan International, des campagnes sont menées depuis 2007 par des actions en faveur des filles afin que s'effacent les différences de traitement ou les maltraitances dont elles sont victimes. Obtenue de l'ONU par l'insistance de Plan, la journée mondiale du droit des filles, célébrée le 11 octobre, est la face visible et le support de ses actions.

« Tendons la main aux enfants pour qu'ils puissent la lâcher »

Être parrain, c'est devenir acteur d'une formidable aventure mondiale, entrer

en partenariat avec les membres de la société civile des pays, et avoir une proximité relationnelle avec l'enfant parrainé par échanges de lettres et photos. C'est concrétiser la belle devise: « tendons la main aux enfants pour qu'ils puissent la lâcher ». Par son filleul (proposé au parrainage par sa famille), le parrain découvre les réalités d'un pays et ses progrès, suit l'évolution de l'enfant par le dossier annuel réalisé par lui et le responsable de communauté et peut ainsi mesurer l'efficacité de l'aide. Être parrain peut aussi concrétiser pour ses propres enfants la notion abstraite de solidarité. Les parrains et marraines sont toujours heureux de l'être. Quelque chose a changé dans leur vie. « Le parrainage on en sort tous grandis ».

Chacun peut participer à l'action de Plan par de libres actions à imaginer: organiser, communiquer, au sein d'une équipe locale pour faire connaître Plan, susciter des parrainages, collecter des fonds...

Raymonde JANIN
Responsable d'antenne locale - Plan France
1 mail Suzanne Valadon
37000 Tours
annetasset@wanadoo.fr
www.planfrance.org

Sites ressources

Admical

Association qui diffuse la pratique du mécénat auprès des entreprises et des entrepreneurs - www.admical.org

Mecenova

Site au service du mécénat et des partenariats entre entreprises et associations
www.mecenova.org

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
www.developpement-durable.gouv.fr

ORSE - Observatoire de la RSE
www.orse.org

Ouvrages, études, articles

« Entreprises et ONG de solidarité internationale: Quels partenariats pour quels objectifs ? »

Étude conduite par Coordination SUD, le MEDEF et Be-Linked en 2009.

« Le mécénat d'entreprise en France en 2014 » - Enquête réalisée par Admical et l'institut de sondage CSA.

Nicolas POSTEL & Richard SOBEL

Dictionnaire critique de la RSE, Presses Universitaires du Septentrion, collection « Capitalismes - Éthique - Institutions », novembre 2013.

Julien RIVALS, « Responsabilité sociale des entreprises: les 10 leçons à retenir », article disponible sur le site www.lexpress.fr, 20 juin 2013.

LE DON

UNE SOLUTION ?

Depuis toujours, le don apparaît comme une des formes de solidarité simple et naturelle. Faire un don pour soutenir des populations qui ont du mal à nourrir leurs enfants, qui vivent avec très peu de ressources et un déficit alimentaire, c'est soulager notre conscience et espérer apporter une aide importante... C'est parfois vrai !

Mais est-ce que l'on aide vraiment ? Ne contribuons nous pas à rendre ces populations dépendantes, en attente d'une prochaine aide ? Leur permettons-nous de se prendre en main ? Le vrai développement, c'est lorsque des populations mettent leurs efforts en commun pour améliorer leurs productions agricoles, arriver à une alimentation plus équilibrée, permettre aux enfants de se nourrir correctement et d'aller à l'école, acquérir une formation professionnelle qui déboucherait sur un travail digne et rémunérateur...

Est-ce par un simple don que l'on peut soutenir un réel Développement ? Le don de matériel a des nuisances sur les économies locales et n'est pas sans conséquences sur les quantités de produits qui deviennent inutiles, obsolètes, inadaptés, sans pouvoir être recyclés...

Alors si le don est un pilier majeur de la solidarité internationale, quels questionnements et quelles démarches pouvons-nous mettre en œuvre pour que ce désir de partage réponde à un besoin réel et s'inscrive dans un projet de développement durable fiable ?

Marie-Claude BOLZON

Présidente du Réseau Afrique 37 (collectif départemental des associations de coopération avec l'Afrique)

Sur la question du don

Consulter le « Guide sur l'envoi de matériel » sur www.centraider.org

> *Culture et Développement* - l'association édite de nombreux outils : la Charte du don de livres, le guide des échanges culturels France-Afrique, le guide de coopération avec les bibliothèques d'Afrique... www.culture-developpement.asso.fr

> « Quelle place accorder au don dans la solidarité internationale ? », Etudiants et Développement, compte-rendu de débat, février 2011

> *Le don, une solution ?*, guide co-écrit par Cap Solidarités et édité par RITIMO, juillet 2011



TÉMOIGNAGES

Des associations de la région nous éclairent sur les modalités et les risques liés au don de matériel au regard de leurs expériences



Les jeunes de la radio villageoise programment des émissions © Les Amis de Nafadji



Construction d'un poulailler familial © Les Amis de Messaména



© Bandia-Monnet



Soutien de la Marche Ekta Parishad : pour une nouvelle dignité paysanne - Inde, octobre 2013 © Peuples Solidaires Touraine

Quelles questions se poser avant de faire un don de matériel ?

L'association « Les Amis de Nafadji » (Mali) mène ses actions en partenariat avec le Comité de Développement du village malien

Questions préalables au don de matériel :

- Le don envisagé correspond-il à la demande exprimée par le village ?
- Le matériel demandé peut-il s'inscrire dans un projet de coopération inter villageoise ?
- Le matériel retenu est-il adapté au contexte local ?
- Le matériel concerné est-il introuvable au Mali ?
- Le matériel envoyé est-il en bon état de marche ?
- La formation à l'utilisation du matériel est-elle prévue dans le projet ?
- Le village aura-t-il les compétences techniques pour en assurer la maintenance et les moyens financiers pour remplacer le matériel usagé ?
- Les coûts d'acheminement seront-ils raisonnables ?

Face à cette délicate question du don de matériel, « Les Amis de Nafadji » s'attachent :

- à éviter les dons privés au sein du village,
- à écarter les dons inadaptés,
- à favoriser les achats sur place,
- à fournir du matériel en parfait état de marche,
- à prévoir une formation à l'utilisation du matériel,
- à remettre leurs dons au Comité de Développement de Nafadji lors des réunions officielles,
- à accompagner la mise en service du matériel d'un programme de formation à la maintenance, avec rédaction de fiches techniques d'intervention,
- à prévoir l'approvisionnement en pièces détachées,
- à appuyer le Comité de Développement dans sa mise en place de tarifs pour les utilisateurs du matériel installé au profit de la collectivité.

Grâce à cette démarche partenariale d'aide au développement, le village de Nafadji est doté :

- d'installations solaires entretenues par 2 villageois formés à la maintenance,
- d'une radio villageoise animée par une équipe ayant suivi une formation à l'animation radio,
- d'une bibliothèque villageoise et d'une malle circulant dans plusieurs villages alentour, gérées par un enseignant formé au prêt de livres.

Auprès de nos adhérents et sympathisants, toujours prêts à donner vêtements, livres, téléphones portables... nous expliquons les dangers du don et les incitons à utiliser les différents services qui existent au Nord pour donner, recycler...

Maryse MENANTEAU
Présidente de l'association
« Les Amis de Nafadji »
24 rue de Vaugourdon
37250 Veigné
maryse.menanteau@orange.fr



Le don, « engagement participatif »

Association « Les Amis de Messaména » (Cameroun)

Les actions conduites avec nos partenaires camerounais reposent sur un certain nombre de règles constituant la chartre de notre relation et des travaux que nous menons solidairement. L'action appelle un engagement de nos amis dans laquelle tout apport matériel, technique, doit au préalable faire l'objet d'une recherche avec eux des besoins auxquels il convient de répondre, de leur participation dans la mise en œuvre, du suivi et d'une évaluation partagée.

- Le partenariat concerne une population de familles de planteurs de huit villages de brousse tropicale enclavés dans l'Est du Cameroun.
- Les actions touchent des micro-projets pour un développement collectif.
- Les dons sont adaptés et adoptés en relation directe avec notre partenaire sans assistantat, ni dépendance.
- Ils sont accompagnés et évalués par consentement mutuel, sans réciprocité systématique. Ils respectent le partenaire et l'environnement. Les dons constituent un lien et une part complémentaire dans la mise en œuvre des projets. Ils peuvent évoluer en fonction du parcours du partenariat à partir de la confiance et de l'autonomie obtenue. Ils facilitent le passage de demandeurs à véritables acteurs de leur propre projet.
- L'engagement demande une structure de concertation, un accord réciproque cosigné dans une convention partenariale qui fixe les objectifs, la forme et la durée pour chaque projet.

Le poulailler familial, un exemple appliqué

C'est une réponse aux besoins d'autosuffisance et d'équilibre alimentaire. Le don comprend plusieurs phases avec des sessions de formation (élevage, amélioration de la race indigène, alimentation des volailles par production locale de maïs et de soja), des chantiers de construction-type de poulaillers, des accompagnements pour le suivi des productions et évaluations des résultats. Le poulailler est construit en matériaux locaux (bois, bambou, raphia...) approvisionnés par le membre participant. Les accessoires de quincaillerie et les équipements spécifiques non disponibles au village sont apportés par le partenaire. Quand le poulailler est construit et que la réserve alimentaire est stockée par l'intéressé, le don complémentaire finalisant l'entreprise comprend la fourniture d'une « poule pondeuse » pour la production immédiate d'œufs et d'un « coq sélectionné » pour l'amélioration de la race indigène, peu productive mais bonne couveuse.

Ce n'est là qu'un exemple qui vise principalement à solliciter un engagement en n'oubliant pas l'aspect éducatif de la réalisation qui est la condition essentielle pour assurer la pérennité de la dynamique.

Paul DESTRUÉL
Président de l'association
« Les Amis de Messaména »
Mairie Place André Delaunay
37250 Montbazou
destruelpaul@wanadoo.fr



La place du don dans un échange entre deux lycées :

Retour d'expérience sur des projets menés entre le lycée Jean Monnet de Joué-lès-Tours et le lycée de Bandiagara (Mali)

« La main qui reçoit est toujours au-dessous de celle qui donne », proverbe Dogon.

Dès le début de la création de l'association Bandia-Monnet en 2007, nous nous sommes questionnés sur nos objectifs, sur le type de relations que nous voulions entretenir et surtout sur le type de relations dont nous ne voulions pas : nous ne voulions pas mener des actions « humanitaires », nous ne voulions pas être les « gentils riches blancs qui aident les pauvres africains » pour se donner bonne conscience, nous ne voulions pas mener des actions humanitaires qui se réduisent très souvent à faire des dons matériels contre des remerciements de l'autre côté avec l'impossibilité du contre don, des relations qui créent un biais hiérarchique dans la relation, les receveurs étant dans l'impossibilité de « rendre ».

Nous voulions par contre mener des projets avec des élèves et des professeurs maliens, faire travailler ensemble des élèves français et maliens, les faire se rencontrer, les ouvrir sur d'autres cultures et lutter contre les stéréotypes culturels des deux côtés. Notre échange devait être « profitable » aux deux parties.

Ce postulat de départ étant posé et expliqué aux élèves, nous devons à chaque fois le mettre à l'épreuve des faits, à l'épreuve des différents projets menés. En voici quelques exemples qu'il nous semble intéressant de faire partager à d'autres associations désireuses de mener des projets d'échange avec d'autres partenaires étrangers.

Les dons de matériel sont en fait assez limités et portent toujours sur du matériel neuf ou non obsolète, nécessaire à la réalisation de projets pédagogiques : installation d'une connexion Internet au lycée pour les échanges autour des différents projets, un ordinateur et une petite caméra vidéo pour l'atelier cinéma en échange d'envois de reportages, un vidéoprojecteur pour la projection de films, des lots de livres nécessaires à des projets autour de la littérature etc.

Les dons de formation : lors de chaque rencontre, des ateliers et des stages de formation sont organisés autour de l'échange de savoir par les élèves et les professeurs et pour les élèves et les professeurs (stage de théâtre, de cinéma, d'informatique, de montage, de logiciels, de danse etc.) permettant d'aller plus loin chaque année dans les projets. Réaliser des productions artistiques ensemble nous semble le plus sûr chemin pour se rencontrer réellement et partager ses émotions dans une relation équilibrée. Dans cette logique, nous n'envisagerons jamais, par exemple, de projets qui consisteraient à faire construire par des élèves français des salles de classes pour des élèves maliens...

Les dons d'argent : nous les avons limités uniquement à des produits de la vente de production réalisée par les élèves et professeurs maliens (le journal *Bandiagara actualité* par exemple) ou de produits issus de l'artisanat local dont les bénéfices sont partagés également entre les deux associations.

Le cas des dons privés : l'association a aussi pris comme règle de ne jamais « donner » de vêtements, de cadeaux, de matériels à des personnes en particulier mais toujours au lycée de Bandiagara en général ou à l'association Bandia-Monnet Bandiagara. Chaque don doit bénéficier à la communauté et doit faciliter les projets pédagogiques.

La coopération comme une somme de dons : nous avons longtemps hésité à utiliser le terme de « coopération » pour nous trop marqué par les projets de coopération menés au niveau étatique jusque dans les années 80 avec les échecs que l'on sait. Nous revendiquons maintenant le terme de « coopération » entre les deux lycées afin que « la main qui donne » ne soit pas toujours la même !

Christophe DUPIN

Président de l'association « Bandia-Monnet »
45 rue de la Gitonnière, 37300 Joué-lès-Tours
beuchera2@wanadoo.fr
<http://bandia-monnet.over-blog.com/>



Dons matériels non, accès aux droits oui

Association « Peuples Solidaires Touraine »

Depuis des années, Peuples Solidaires appuie la démarche des habitants du Sud pour obtenir des droits. Notre récente affiliation à Actionaid, présent dans 45 pays (dont 7 du Nord), affirme ce choix pour les droits à la terre, droit à des conditions de travail décentes, droits pour les hommes ET les femmes.

Les dons de matériel favoriseraient-ils ces droits ? Nous préférons mener des actions mettant en avant nos partenaires du Sud ou leur travail, qui leur font avoir une meilleure reconnaissance de leurs concitoyens, de leurs autorités locales, et leur permettent d'acquiescer des droits.

Envoyer des semences ? Acheter pour eux/elles des terres ? Amener du matériel agricole ? En quoi cela conforte-t-il le savoir-faire local très souvent présent ? Les industries ou l'artisanat local ? Le développement local ?

On pourrait considérer que des situations extrêmes peuvent entraîner l'envoi de matériel. Mais il est important d'étudier la situation. En périodes de grande sécheresse en Afrique, dans les années 80, nous étions une des associations qui soutenait la campagne « Aider les paysans du Sahel à nourrir les sahéliens ». Cela a amené la création d'« Afrique verte », association gérée par la suite directement par des Africains. Alors que le plus simple paraissait d'envoyer des vivres, il était possible de favoriser l'achat de produits alimentaires locaux proches. Chacun dans son pays/continent a joué son rôle : en Europe, nous intervenions pour qu'un article de loi de l'Union Européenne soit changé, permettant de ne plus seulement envoyer nos surplus agricoles mais aussi de financer des actions menées par des groupements paysans du Sud. Rappelons que les produits envoyés concurrençaient les producteurs locaux, faisaient diminuer les prix locaux, mais aussi favorisaient la pénétration d'autres habitudes alimentaires. Après l'acceptation de cette loi, en Afrique sahélienne, les paysans se sont organisés pour repérer les marchés locaux excédentaires, racheter à un juste prix ces produits, favoriser les transports, puis créer des banques de céréales...

En 2013, l'effondrement de l'usine textile Rana Plaza au Bangladesh faisait plus d'un millier de morts et plusieurs milliers de blessés. Nous aurions pu envoyer également des secours, mais notre action s'est axée sur la défense des droits. Avec d'autres associations françaises et internationales, nous avons redemandé aux multinationales l'application du droit du travail dans les entreprises textiles du Bangladesh. Ici, 90.000 personnes ont signé sur ce sujet un « Appel Urgent de Peuples Solidaires ». 1,3 millions de lettres / courriels envoyés dans le monde. A ce jour, plus de 170 multinationales ont signé les accords sur la sécurité dans les entreprises avec le Bureau International du Travail et avec les syndicats du Bangladesh. Ceux-ci se sont énormément développés ; les visites de contrôle continuent dans les entreprises, le salaire moyen mensuel des salariés du textile a été doublé. Donc là aussi renforcement des droits et des organisations populaires, voire un changement d'attitude de très grandes entreprises sous la pression des consommateurs et des associations Nord/Sud. Cet été 2014, le groupe Auchan, après Camaïeu, a décidé de verser 1,5 million de dollars au fond de soutien des accidentés et familles des personnes tuées.

Pascal CHARCOSSET

Peuples Solidaires Touraine
105 avenue de la Tranchée,
37100 Tours
peuples.solidaires@laposte.net
www.peuples-solidaires.org



VIE DES RÉSEAUX

RENCONTRE avec Annick Girardin Secrétaire d'Etat chargée du développement et de la Francophonie



Les représentants des RRMA aux côtés de la secrétaire d'Etat, Annick Girardin @ CERCOOP Franche-Comté

Le 9 juillet, les Réseaux régionaux multi-acteurs ont rencontré madame la secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères. Cette première rencontre fut l'occasion de discuter de la nouvelle loi d'orientation et de programmation du développement et de la solidarité internationale, et de faire reconnaître l'efficacité des dispositifs régionaux d'appui et de concertation.

Conférence - débat

« Quels leviers pour une croissance responsable en Afrique ? » à Issoudun, jeudi 20 novembre 2014

Encourager le développement local africain est sans conteste une priorité pour les acteurs de la coopération et de la solidarité internationale. L'autonomie des populations, la prise en main du projet par les bénéficiaires sont autant d'objectifs fixés par vos soins. Mais comment faire ? Comment impulser une activité génératrice de revenus qui permettra au projet de durer dans le temps ?

Nous tenterons de répondre à ces questions le 20 novembre prochain de 14h30 à 18h00, au Centre des Congrès d'Issoudun. Après avoir analysé les défis majeurs auxquels l'économie africaine est confrontée aujourd'hui, nous nous intéresserons à la question de l'entrepreneuriat social. L'économie sociale et solidaire a le vent en poupe. Des initiatives toutes aussi innovantes les unes des autres voient le jour sur le continent africain : création de coopératives solidaires, pépinières d'entreprises, gouvernance de l'entreprise par les salariés, salaires justes... Comment entreprendre autrement en Afrique aujourd'hui ? Quels sont les projets qui marchent et avec quels ingrédients ?

En présence d'André Laignel, ancien Ministre et actuel Maire d'Issoudun, de partenaires maliens, de chefs d'entreprises, venez réfléchir avec nous aux modèles de développement économiques innovants en Afrique.



Quelques mots sur...

Les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA) en France

Depuis le milieu des années 90, un certain nombre de Régions françaises ont mis en place des « dispositifs régionaux d'échange, d'appui et de concertation multi-acteurs de la coopération internationale », à l'initiative conjointe de l'État (représenté par la préfecture de Région) et de collectivités locales et/ou d'associations. Chacun de ces réseaux a une histoire, un statut et un contexte différents mais ils se retrouvent autour de 3 spécificités qui fondent une identité commune :

- ▶ **Leur champ d'action** est celui de la région,
- ▶ **Ces réseaux ont pour objectif**, dans un esprit de service public, d'améliorer la qualité des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale,
- ▶ **Pour ce faire, chacun anime un réseau multi-acteurs** (associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement, établissements publics) dans une dynamique d'échanges, de travail collaboratif, de concertation et de subsidiarité.

Cela se concrétise par la mise en œuvre de 4 activités :

- ▶ **L'identification des acteurs** : constitution de bases de données
- ▶ **L'information** : veille informative, production et diffusion d'information
- ▶ **L'appui aux porteurs de projet** : formation, conseil et appui méthodologique
- ▶ **L'animation des échanges et de la concertation entre les acteurs** : capitalisation d'expériences, mutualisation, organisation de rencontres, création de synergies.

À ce jour, 10 régions en sont dotées (cf. carte ci-contre) :

- ▶ **Aquitaine** (2008) : CAP COOPÉRATION - www.capcooperation.org
- ▶ **Auvergne** (2001) : CERAPCOOP - www.cerapcoop.org
- ▶ **Basse Normandie** (1994) : HORIZONS SOLIDAIRES - www.horizons-solidaires.org
- ▶ **Bourgogne** (2012) : BOURGOGNE COOPÉRATION - www.bourgognecooperation.org
- ▶ **Centre** (2000) : CENTRAIDER - www.centraider.org
- ▶ **Franche-Comté** (1997) : CERCOOP F-C - www.cercoop.org
- ▶ **Midi-Pyrénées** (2012) : MIDI-PYRÉNÉES COOPDEV' - www.mpcoopdev.org
- ▶ **Nord-Pas-de-Calais** (1999) : LIANES COOPÉRATION - www.lianescooperation.org
- ▶ **Provence Alpes Côte d'Azur** (2012) : TERRITOIRES SOLIDAIRES - www.territoires-solidaires.com
- ▶ **Rhône-Alpes** (1994) : RESACOOP - www.resacoop.org

Ces réseaux régionaux développent entre eux des synergies via un « réseau des réseaux » informel, soutenu par le MAEDI, dont le secrétariat est assuré annuellement de manière tournante. En 2014, c'est CERCOOP Franche-Comté qui en a la charge. Ils mettent leurs expertises à la disposition des acteurs des autres régions.

Une nouvelle équipe au sein de Centraider

Guillaume Guetreau est arrivé début avril pour succéder à Corentin Cesbron en tant que chargé de mission. Stéphanie Chapuis, salariée depuis 9 ans au sein du réseau, a quitté ses fonctions de directrice cet été. Ce n'est pas sans émotion que ce départ a eu lieu. Cyril Boutrou est arrivé le 1^{er} septembre pour le remplacer.

Après plus de 5 ans passés au sein de l'équipe salariée de Centraider, Élodie Baritoux a quitté ses fonctions le 30 septembre dernier. Nous lui souhaitons réussite dans ses nouvelles fonctions au sein du réseau InPACT Centre.



Assemblée générale

Lors de la dernière assemblée générale du 28 juin, le réseau Centraider a décidé de s'ouvrir à deux nouveaux collèges : les comités de jumelage et les acteurs économiques. De nouveaux membres ont par ailleurs intégré le conseil d'administration. C'est avec plaisir que le Réseau accueille :



Mme Catherine Monteiro
Adjointe au maire de Blois



M. François Zaragoza
Président du comité de jumelage et amitiés internationales d'Ingré



M. Gérard Domise
Conseiller municipal à Chambray-lès-Tours



M. Jean-François Fillaut
Gérant de la SCOP ESPERE

Conseil d'administration



Tony Ben Lahoucine
Président, Communication, formation, coopération décentralisée, représentation du réseau, Collège Réseaux départementaux ou collectifs locaux



Georges Rondeau
Secrétaire, Migrants et OSIM, Collège Associations affiliées à une représentation nationale



Alain Payen
Groupe Inde, Collège Institutions régionales



Roukya Attey
Collège Associations locales, non affiliées



Catherine Monteiro
Collège Collectivités locales et leur regroupement



Jean-Michel Henriot
Trésorier, éducation au développement et à la citoyenneté mondiale, Collège Associations affiliées à une représentation nationale



Gabriel Moussanang
Commission Afrique, Collège Réseaux départementaux ou collectifs locaux



Joël Dine
Groupe agriculture, Collège Associations affiliées à une représentation nationale



Cédric Arnou
Collège Associations locales, non affiliées



François Zaragoza
Collège Comités de jumelage



Hélène Mignot
Vice-présidente Ressources humaines, Collège Associations locales, non affiliées



Roberto Martinez
Commission Amérique latine, Associations locales, non affiliées



Thiedel Camara
Associations locales, non affiliées



Daniel Millière
Collège Associations locales, non affiliées



Jean-François Fillaut
Collège Acteurs économiques



Issouf Elli Moussami
Vice-président Groupe tourisme équitable et solidaire, Associations locales, non affiliées



Jean-Claude Lézier
Commission Eau et assainissement, Collège Associations locales, non affiliées



Agnès Riffonneau
Collège Associations affiliées à une représentation nationale



Jean-Jacques Ondet
Collège Associations locales, non affiliées



Bertrand Sajaloli
Vice-président Groupe Burkina Faso, Collège Institutions régionales



Chantal Millo
Groupe Mali, Collège Comités de jumelage



Jean-Luc Guéry
Collège Associations affiliées à une représentation nationale



Gérard Domise
Collège Collectivités locales et leur regroupement

CENTRAIDER

Réseau des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale en région Centre

CENTRAIDER est un réseau régional d'appui aux porteurs de projet engagés dans la coopération et la solidarité internationale (collectivités territoriales, associations, entreprises, établissements scolaires, hôpitaux, etc.), basés en région Centre. A travers ses activités, CENTRAIDER a pour but de favoriser la réflexion sur les actions de solidarité internationale et de coopération décentralisée et d'en améliorer la qualité. CENTRAIDER propose des outils et services aux acteurs régionaux.

CENTRAIDER, association régionale loi 1901, créée en 2000, est dirigée par un conseil d'administration regroupant 23 membres répartis en 7 collèges :

- ▶ Acteurs économiques,
- ▶ Associations affiliées à une représentation nationale,
- ▶ Associations locales, non affiliées,
- ▶ Collectivités locales et leur regroupement,
- ▶ Comités de jumelage,
- ▶ Institutions régionales,
- ▶ Réseaux départementaux ou collectifs locaux.

Missions

L'IDENTIFICATION des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale, par un recensement régulier des acteurs, de leurs projets et de leurs partenariats. Une base de données recense les 900 acteurs en région Centre, elle est consultable en ligne sur le site Internet www.centraider.org (Rubrique « répertoire des acteurs en région »).

L'INFORMATION des acteurs sur l'actualité de la coopération et de la solidarité internationale, aussi bien internationale que locale (actualité des financements, manifestations régionales...). Une lettre d'information électronique bimensuelle est diffusée à 2200 contacts. Le bulletin de liaison semestriel (avril - novembre) fait le point sur les activités du réseau et laisse la parole aux acteurs sur une thématique définie. En outre, le site www.centraider.org permet l'accès à l'ensemble des documents produits par le réseau.

LA FORMATION des acteurs, sur tous les thèmes qui peuvent faciliter et améliorer la mise en place des projets. Des journées de formation méthodologiques sont proposées, afin de mieux appréhender la gestion de projets et la recherche de cofinancement, d'autres modules thématiques sont mis en œuvre (eau et assainissement, éducation au développement...).

CONTACT

CENTRAIDER - Siège
59 bis Faubourg Chartrain
41100 VENDOME
Tél / fax : (+33) 02 54 80 23 09

CENTRAIDER - Joué les Tours
10 avenue de la république
37200 Joué les Tours
Tél / fax : (+33) 02 47 34 99 47

contact@centraider.org
www.facebook.com/centraider.centre
<https://twitter.com/CENTRAIDER>

Adhésion 2014

- ▶ Associations locales ou comités de jumelage 30 €
- ▶ Associations affiliées 50 €
- ▶ Établissements publics et Acteurs économiques 50 €
- ▶ Collectivités locales 12 € par tranche de 1 000 habitants (minimum 50 €, plafonné à 500 €)
- ▶ Conseils Généraux 1 000 €

L'ACCOMPAGNEMENT des acteurs dans leurs partenariats pour le montage de projets et les actions de sensibilisation (recherche de financements, recherche de partenaires techniques, suivi et évaluation...). Un conseil et un appui individualisé peut être proposé aux acteurs : 150 porteurs de projets ont ainsi été accompagnés en 2013.

LA MISE EN RÉSEAU : CENTRAIDER anime une dizaine de groupes de travail thématiques et géographiques (Afrique, Amérique latine, Inde, Mali, Burkina Faso, éducation au développement, eau et assainissement...).

LA REPRÉSENTATION des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale de la région Centre au sein de diverses structures, lors de rencontres nationales et internationales, et la promotion des acteurs vers le grand public.

Pour mener à bien ces missions, CENTRAIDER noue des relations partenariales dans un souci constant de mutualisation et de transversalité : réseaux régionaux (enseignement agricole, Education nationale, réseau de collectivités) ou nationaux, collectivités locales, services de l'Etat...

L'équipe salariée



Cyril Boutrou
Directeur

Représentation Action extérieure des collectivités, migrants et Europe Groupes Tourisme solidaire et Burkina Faso



Morgane Olivier
Chargée de mission

Appui aux porteurs de projets Groupes Mali, Inde, Eau et assainissement, Formation



Sophie Laly
Responsable administrative et financière

Gestion de la base de données Comptabilité



Guillaume Guetreau
Chargé de mission

Semaine de la solidarité internationale Festival Alimenterre Commissions Afrique et Amérique latine Groupe agriculture



Le Conseil d'administration remercie chaleureusement **Anthony Sigonneau**, recruté pour la rédaction et la coordination de ce numéro spécial.

DES IMAGES ET DES MOTS SUR LES
DESORDRES ALIMENTAIRES DU MONDE

ALIMENTERRE

FESTIVAL DE FILMS
DOCUMENTAIRES

Le Festival de films est l'événement central de la campagne ALIMENTERRE, coordonnée par le Comité Français pour le Solidarité Internationale (CFSI) et mise en œuvre par 700 acteurs régionaux et locaux formant le réseau ALIMENTERRE. Du 15 octobre au 30 novembre, en France, en Europe, en Afrique, et au Canada, il invite à des débats avec des spécialistes sur les enjeux agricoles et alimentaires Nord - Sud, à partir d'une sélection de films documentaires.

QUAND LES ÉLÉPHANTS SE BATTENT, LES HERBES SONT PIÉTINÉES

de Jan VAN DEN BERG | DRSFILM Autoproduction | 25' | 2014



Moon, cambodjienne d'origine paysanne, travaille en ville dans le secteur de la santé. Elle et son fiancé Bun San préparent leur mariage selon les rites traditionnels. Ce sera l'occasion de découvrir la situation dramatique des voisins du village, confrontés à l'achat de leurs terres par de grandes entreprises étrangères. Sans terre et sans emploi, ces agriculteurs migrent vers la Thaïlande, dans l'espoir d'une vie meilleure.

NOURRIR LES VILLES : UN ENJEU POUR DEMAIN

de Irja MARTENS | fechnerMedia GmbH, Saarlandischer Rundfunk et Arte | 52' | 2013



En 2050, nous serons entre 9 et 10 milliards d'habitants sur la planète, en majorité urbains. Pour nourrir les villes du futur, différents modèles ont récemment vu le jour, aux antipodes les uns des autres. Entre une agriculture de plus en plus industrialisée aux serres géantes et des productions « bio » en jardins partagés, comment nos sociétés souhaitent-elles s'alimenter ? Le tour d'horizon présenté est vaste et alimente le débat.

LES PETITS GARS DE LA CAMPAGNE

de Arnaud BRUGIER | Les Productions de la Main Verte | 80' | 2014



En cinquante ans, l'agriculture française a vécu une transformation radicale inédite, qui a entraîné de profondes mutations économiques, sociales et environnementales. Derrière cette révolution restée silencieuse, il y a la PAC, la Politique Agricole Commune dont tout le monde a entendu parler sans la connaître vraiment. Le documentaire plonge au cœur de cette histoire européenne et remet l'agriculture au centre du débat public.

FOOD SAVERS

de Valentin THURN | Schrittsstelle Thurn Film GbR | 53' | 2013



Après Taste the waste, qui dénonçait le gaspillage alimentaire en Europe, Valentin THURN propose des solutions. Du fermier au consommateur, du cuisinier aux responsables de supermarché, tous cherchent et trouvent de réelles solutions pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

SANS TERRE, C'EST LA FAIM

de Arny MILLER | Films de l'CGI | 75' | 2013



A travers trois exemples (Cambodge, Mali, Ouganda), le film explore le revers du phénomène mondial d'investissement foncier et son impact sur l'agriculture familiale. Il donne la parole à des agriculteurs directement touchés par la saisie de leur terre. Leurs histoires personnelles se mêlent aux images de communautés qui luttent pour garder leurs terres.

JUS D'ORANGE, UNE RÉALITÉ ACIDE

de Marlen LAY | Ligne de mire production | 26' | 2013



Un jus d'orange frais chaque matin... peu importe la météo, c'est un rayon de soleil sur la table du petit déjeuner ! Les Français raffolent de cette boisson, qui serait saine, naturelle et pleine de vitamines. Mais les publicités cachent une réalité bien plus acide. Nous suivrons durant 12 000 kilomètres le voyage d'un jus d'orange, des oranges brésiliennes jusqu'au réfrigérateur. Nous rencontrerons quelques pépins sur la route !

Plus de 80 projections publiques et scolaires prévues en région Centre !
Trouvez la vôtre près de chez vous sur www.festival-alimenterre.org



Coordonné par :
le Comité Français pour
la Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

Dans le cadre de :



Avec le soutien de :



En partenariat avec :



Co-coordonné en région Centre par :



Bulletin de liaison semestriel, édition spéciale de 44 pages tirée à 1200 exemplaires sur papier recyclé • Directeur de publication : Tony Ben Lahoucine • Comité de rédaction : Tony Ben Lahoucine, Jean-François Fillaut, Catherine Monteiro, Jean-Jacques Ondet, Alain Payen, Agnès Riffonneau et François Zaragoza • Création graphique : Éléonore Linais • Imprimeur : Jouve • Visuel de couverture : Conseil régional du Centre • Crédits photographiques : Merci aux contributeurs de ce bulletin de liaison pour leurs photographies : France Volontaires, Mission locale de l'Orléanais, Afev, KuriOz, Coordination SUD, Ville de Blois, GRDR, Africamédias, Action Contre la Faim, Titus Lacoste, Compagnons Bâisseurs, Proyectar sin Fronteras, Santé Formation Développement, AGIRabcd, GREP, Cercle Maghreb, Plan France, Les Amis de Nafadji, Les Amis de Messaména, Bandia-Monnet, Peuples Solidaires Touraine, CERCOOP Franche-Comté.

Pour mener à bien ses missions, Centraider reçoit le soutien financier du Conseil Régional du Centre et du ministère des Affaires étrangères.

